Première partie

67e année

n° spécial

# JOURNAL OFFICIEL de la République Démocratique du Congo

Cabinet du Président de la République

Kinshasa – 14 juillet 2026

## SOMMAIRE

**GOUVERNEMENT PROVINCIAL**

**GOUVERNORAT DE LA VILLE DE KINSHASA**

30 décembre 2025 - Edit n°001 portant reddition des comptes budgétaires de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2024, col. 2.

30 décembre 2025 - Edit n° 002 portant budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2026, col. 29.

---

## GOUVERNEMENT PROVINCIAL

## GOUVERNORAT DE LA VILLE DE KINSHASA

**Edit n°001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes budgétaires de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2024**

***Exposé des motifs***

Dans le cadre du budget de l'année 2024, faisant l'objet de cette reddition des comptes, le Gouvernement provincial était autorisé à collecter des recettes budgétaires d'un montant total de CDF 1.940.641.701.684,89 et d'en effectuer des dépenses correspondantes pour la même année.

**I. Prévisions :**

1.1. Pour ce qui est des recettes :

Pour l'année 2024, les objectifs budgétaires de la Ville de Kinshasa étaient fixés en fonction des prévisions suivantes :

1. Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) : **299.617.091.779,44 FC**, dont 50.912.655.106,93 FC pour les recettes fiscales et **248.704.436.672,51 FC** pour les recettes non fiscales ;
2. Autorité de Régulation et de Gestion de la Publicité Extérieure de Kinshasa (Ex. DGPEK) : **19.657.918.225,69 FC ;**
3. Allocations budgétaires au titre des 40 % des recettes à caractère national revenant à la Ville de Kinshasa : **1.156.525.389.414,00 FC**, dont **693.915.233.648,40 FC** pour la Ville et **462.610.155.765,60 FC** pour les Communes ;

4. Interventions financières du FONER (Fonds National d'Entretien Routier), pour un montant de **62.596.901.938,89 FC** ;
5. Interventions financières de la Caisse Nationale de Péréquation, pour un montant de **15.073.198.203,00 FC** ;
6. Recettes exceptionnelles évaluées à **295.401.060.000;00 FC**.

1.2. Pour les dépenses :

En 2024, il convient de mentionner que les autorisations budgétaires correspondantes étaient réparties comme suit :

- Dépenses courantes : **1. 308.564.307.768,02 FC** ;
- Dépenses en capital ou d'investissement : **540.115.251.793,00 FC**.
- Budgets annexes : **91.962.142.123,8 FC.**

## II. Résultats obtenus de l'exécution budgétaire 2024 :

Aux termes de l'exercice 2024, le contrôle budgétaire a posteriori effectué par l'Assemblée Provinciale de Kinshasa, sur cette reddition des comptes, conformément à l'article 212 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2021 relative aux finances publiques, fait apparaître les observations suivantes :

- En termes de réalisations des recettes :

1. Pour l'année 2024, la Ville de Kinshasa n'a pas pu non plus atteint ses objectifs budgétaires, lesquels étaient de réaliser les recettes globales d'un montant de **1.940.641.701.684,89 FC** (Un billion neuf cent quarante milliards six quarante et un millions sept cent et un mille six quatre-vingt-quatre Francs congolais et quatre-vingt-neuf centimes).

   A cet effet, la Ville n'a réalisé ou encaissé, en 2024, que les recettes d'un montant total de **1.235.218.577.004,77 FC** (Un billion deux cent-trente-cinq milliards deux cent dix-huit millions cinq cent cinquante-sept mille quatre Francs congolais et soixante-dix-sept centimes), soit un taux de réalisation extrêmement faible de 63,64%;
2. Pour ce faire, les réalisations en question se répartissent comme suit :

- Recettes à Caractère National : **861.235.089.886,00 FC** ;
- Recettes fiscales (DGRK) : **84.883.397.009,22 FC**
- Recettes non fiscales (DGRK) : **109.883.397.009,22 FC**
- Recettes publicitaires (ARGPK) : **11.242.343.704,97 FC**
- FONER : **149.667.819.718,00 FC** ;
- Appui à l'assainissement de la Ville : **4.341.537.900,00 FC**.

3. Par ailleurs, les principales raisons identifiées par l'Assemblée Provinciale de Kinshasa pour expliquer cette contre-performance budgétaire sont les suivantes :

   a) Pour la Direction Générale des Recettes de Kinshasa :

      - la non-activation d'un certain nombre d'actes générateurs :
      - les faiblesses récurrentes dans l'encadrement des recettes, notamment, le manque d'imprimés de valeur, la non maitrise de répertoire des assujettis, la fraude et le coulage des recettes qui sont souvent décriés dans le chef des services opérationnels de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa ;
      - manque de digitalisation du circuit de la chaîne des recettes

   b) Pour l'Autorité de Régulation et de Gestion de la Publicité de Kinshasa :

      - Il est déploré également la non-activation de certain nombre d'actes générateurs ainsi, que le manque des contraintes pour la saisie des supports publicitaires non en règle avec le Trésor urbain.

   c) Pour les recettes à caractère national attendues par la Ville en 2024.

      Elles ont été décaissées et gérées pour la plupart au niveau central pour le financement des travaux de construction, réhabilitation et modernisation de la voirie urbaine.

d) Les interventions du FONER ont fait un bond important en matière de financement des travaux d'infrastructures routières ainsi que de curage des rivières et ouvrages d'assainissement (caniveaux).

- En termes d'exécution des dépenses :

Pour l'année 2024, les dépenses les budgétaires ont été effectuées pour un montant global de **1.084.399.557.964,35** (Un billion quatre-vingt-quatre milliards trois cent trente-neuf millions cinq cent cinquante-sept mille neuf cent soixante-quatre Francs congolais et trente-cinq centimes).

Leur exécution se présente de la manière suivante :

a) Dépenses courantes :

Pour l'année budgétaire concernée, les dépenses courantes ont fait l'objet d'un paiement global chiffré à **CDF 949.935.352.309,50** (Neuf cent quarante-neuf milliards neuf cent trente-cinq millions trois cent cinquante-deux mille trois cent neuf Francs congolais et cinquante centimes).

b) Dépenses en capital :

Pour l'année 2024, les dépenses en capital ont fait l'objet d'un paiement global chiffré à **CDF 105.529.885.217,16** (Cent et cinq milliards cinq cent vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-cinq mille deux cent dix-sept Franc congolais et seize centimes).

- S'agissant du Compte des disponibilités de la Ville:

Pour l'exercice budgétaire 2024, la gestion des finances de la Ville s'est soldée avec un excédent de **165.220.895.085,58 FC** (Cent soixante-cinq milliards deux cent vingt millions huit cent quatre-vingt-quinze mille quatre-vingt-cinq Francs congolais et cinquante-huit centimes).

En outre, le compte séquestre de la Ville auprès de la Sofibanque a été clôturé avec une somme de **82.800.000.000,00 FC** (Quatre-vingt-deux milliards huit cent millions).

Telle est la substance du présent Edit portant reddition de comptes budgétaires de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2024.



## *Edit :*

***L'Assemblée Provinciale de Kinshasa a adopté ;***

***Le Gouverneur de la Ville promulgue l'Edit dont la teneur suit :***

### TITRE I : DE L'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE LA VILLE DE KINSHASA POUR L'EXERCICE 2023

**Article 1er**

Les recettes 2024 mobilisées par le Gouvernement provincial se chiffrent à CDF : 1.235.218.557.004,77 (Un billion deux cent-trente-cinq milliards deux cent dix-huit millions cinq cent cinquante-sept mille quatre Francs congolais et soixante-dix-sept centimes).

Elles ont connu l'exécution des dépenses d'un montant global de CDF : 1.084.399.557.964,35 (Un billion quatre-vingt-quatre milliards trois cent trente-neuf millions cinq cent cinquante-sept mille neuf cent soixante-quatre Francs congolais et trente-cinq centimes)

Leur répartition est reprise en détails au tableau en annexe I.

### Chapitre 1er : De la réalisation des recettes du budget général

**Article 2**

Pour l'exercice 2024, les réalisations des recettes du budget général, au profit du Trésor Urbain se chiffrent à CDF : 1.220.686.132.612,24 (Un billion deux cent vingt milliards six cent quatre-vingt-six millions cent trente-deux mille six cent douze Francs congolais et vingt-quatre centimes).

La répartition de ces recettes est renseignée dans le tableau en annexe II.

**Article 3**

Les recettes courantes du budget général de l'exercice 2024 s'élèvent à CDF 1.066.676.774.994,24 (Un billion soixante-six milliards six cent soixante-seize millions sept cent soixante-quatorze mille neuf cent quatre-vingt-quatorze Francs congolais et vingt-quatre centimes

se répartissant suivant le tableau en annexe III du présent Edit.

**Article 4**

Les recettes en capital du budget général de l'exercice 2024 s'élève à CDF 154.009.357.618,00 (Cent cinquante-quatre milliards neuf millions trois cent cinquante-sept mille six cent dix-huit Francs congolais), se répartissant suivant le tableau en annexe IV du présent Edit.

**Article 5**

Conformément au tableau en annexe V, les recettes exceptionnelles n'ont connu aucune réalisation pour l'année 2024.

**Article 6**

Conformément au tableau en annexe VI, les recettes extérieures n'ont connu aucune réalisation pour l'année 2024.

### Chapitre 2 : De l'exécution des dépenses du budget général

**Article 7**

Les dépenses courantes du budget général de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2024 ont connu un paiement chiffré à CDF 949.935.352.309,50 (Neuf cent quarante-neuf milliards neuf cent trente-cinq millions trois cent cinquante-deux mille trois cent neuf Franc congolais et cinquante centimes).

Les détails de ce paiement sont repris au tableau figurant à l'annexe VII du présent Edit.

**Article 8**

Les dépenses en capital du budget général de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2024 se chiffrent à CDF 105.529.885.217,16 (Cent et cinq milliards cinq cent vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-cinq mille deux cent dix-sept Franc congolais et seize centimes).

Elles se répartissent conformément aux données figurant au tableau en annexe VIII au présent Edit.

## TITRE II : DE L'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES

**Article 9**

Les réalisations des recettes des budgets annexes, pour l'exercice 2024, se chiffrent à CDF 14.532.444.392,53 Quatorze milliards cinq cent trente-deux millions quatre cent quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze Franc congolais et cinquante-trois centimes).

Elles se répartissent par service, conformément aux données indiquées au tableau en annexe IX au présent Edit.

**Article 10**

La synthèse des dépenses des budgets annexes exécutées de l'exercice 2024 sont de l'ordre de CDF 14.532.444.392,53 Quatorze milliards cinq cent trente-deux millions quatre cent quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-douze Franc congolais et cinquante-trois centimes).

Leur état est repris à l'annexe IX du présent Edit.

## TITRE III : DU REGLEMENT DEFINITIF DES COMPTES SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE LA VILLE DE KINSHASA POUR L'EXERCICE 2023

**Article 11**

En vertu de l'article 141 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2023 relative aux finances publiques, le résultat définitif de l'exécution des recettes et des dépenses du budget général et des budgets annexes de l'année 2024 est arrêté comme suit :

| LIBELLE | PREVISIONS | EXECUTION | TX |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Budget général | 1.848.871.559.561,02 | 1.220.686.132.612,24 | 66,2 |
| Budgets annexes | 91.962.142.123,87 | 14.532.444.392,53 | 15,8 |
| **TOTAL** | **1.940.833.701.684,89** | **1.235.218.577.004,77** | **63,6** |
| **DEPENSES** | | | |
| Budget général : | 1.848.871.559.561,02 | 1.055.465.237.526,66 | 70,39 |
| Budgets annexes | 91.962.142.123,87 | 14.532.444.392,53 | 15,8 |
| **TOTAL** | **1.940.833.701.684,89** | **1.069.997.681.919,19** | **55,13** |
| **RESULTATS** | | | |
| Solde budgétaire au 31 décembre 2024 | | **165.220.895.085,58** | |
| **Balance du Budget de la Ville pour l'exercice 2024** | | **1.235.218.577.004,77** | |
| **Ressources disponibles (Compte séquestre Sofibanque)** | | **82.800.000.000,** | |

**Article 12**

Pour clôturer les comptes budgétaires 2024, les crédits au titre de divers articles de dépenses courantes relatives du budget de la ville, d'un montant total de CDF 358.628.955.458,52 (Trois cinquante-huit milliards six cent vingt-huit millions neuf cent cinquante-cinq mille quatre cent cinquante-huit Francs congolais et cinquante-deux centimes), tels repris à l'annexe X, sont annulés.

De même, les crédits disponibles des dépenses courantes des budgets annexes au 31 décembre 2023, de CDF 62.718.055.162,38 (Soixante-deux milliards sept cent dix-huit millions cinquante-cinq mille cent soixante-deux Francs congolais et trente-huit centimes), tels repris à l'annexe X, sont annulés.

**Article 13**

Les crédits disponibles de CDF 434.585.366.575,84 (Quatre cent trente-quatre milliards cinq cent quatre-vingt-cinq millions trois cent soixante-six mille cinq cent septante-cinq Francs congolais et quatre-vingt-quatre centimes), au titre des dépenses en capital, tels que repris à l'annexe XI, sont reportés à l'année suivante.

De même, les crédits disponibles des dépenses en capital des budgets annexes au 31 décembre 2023, de CDF 14.711.192.568,96 (Quatorze milliards sept cent onze millions cent quatre-vingt-douze mille cinq cent soixante-huit Francs congolais quatre-vingt-seize centimes), tels que repris à l'annexe XI, sont reportés.

**Article 14**

Conformément à l'article 142, alinéa 1 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, le compte général de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2023 est arrêté à CDF 1.235.218.577.004,77 (Un billion deux cent trente-cinq milliards deux cent dix-huit millions cinq cent soixante-dix-sept mille quatre Francs congolais et soixante-dix-sept centimes).

**Article 15**

En application de l'article 143 alinéa 1 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, les ressources disponibles dans le Compte Général du Trésor Urbain au 31 décembre 2024 se chiffrent à CDF 82.800.000.000,00 (Quatre-vingt-deux milliards huit cent millions).

**Article 16**

Conformément à l'article 143 alinéa 2 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, l'excédent budgétaire constaté à l'article précédent est inscrit au compte consolidé destiné à l'enregistrement des soldes positifs ou négatifs obtenus au cours de différentes gestions budgétaires.

## TITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES

**Article 17**

La reddition des comptes faisant l'objet du présent Edit est adoptée sous réserve, en attendant les conclusions du Rapport général sur le contrôle budgétaire de l'Assemblée provinciale de Kinshasa dont les missions sont diligentées, pour besoin de la cause, auprès des régies financières et du gestionnaire attitré des comptes du Trésor public urbain.

**Article 18**

Le vote de cette reddition des comptes est sanctionné par diverses observations et recommandations, dont détails repris au document en annexe XII au présent Edit.

**Article 19**

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI et XII font partie intégrante du présent Edit.

**Article 20**

Le présent Edit entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

Gouverneur

# ANNEXES

| | | EN CDF | EN CDF | |
|---|---|---|---|---|
| I | **RECETTES** | **1,940,641,701,684.89** | **1,235,218,577,004.77** | **63.65** |
| A | BUDGET GENERAL | 1,848,679,559,561.02 | 1,220,686,132,612.24 | 66.03 |
| B | BUDGETS ANNEXES | 91,962,142,123.87 | 14,532,444,392.53 | 15.80 |
| | | | | |
| II | **DEPENSES** | **PREVISIONS 2024** | **PAIEMENTS 2024** | |
| A | BUDGET GENERAL | 1,848,679,559,561.02 | 1,069,867,113,571.82 | 57.87 |
| B | BUDGETS ANNEXES | 91,962,142,123.87 | 14,532,444,392.53 | 15.80 |
| | | **1,940,641,701,684.89** | **1,084,399,557,964.35** | **55.88** |
| | **SOLDE BUDGETAIRE** | **-00** | **150,819,019,040.42** | |
| | | | | |
| | **BALANCE DU BUDGET DE LA V** | **1,940,641,701,684.89** | **1,235,218,577,004.77** | |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL 2024

| N° | RECETTES | BUDGET 2024 EN CDF | DROITS RECOUVRES 2024 EN CDF | TAUX (%) |
|---|---|---|---|---|
| | **RECETTES A CARACATERE NATIO** | **1,156,525,389,414.00** | **861,235,029,886.00** | |
| | Investissement sur transfert aux Provinces et ETD | 316,023,690,918.00 | 10,216,969,324.00 | |
| | Rémunerations | 753,733,923,913.00 | 813,838,654,912.00 | |
| | Fonctionnement | 86,767,774,583.00 | 37,179,405,650.00 | |
| | | | | |
| | **RECETTES PROPRES DE LA VILLE** | **319,275,010,005.13** | **205,441,745,108.24** | |
| | **DGPEK (ARGPK)** | **19,657,918,225.69** | **11,242,393,704.97** | |
| | Recettes publicitaires | 19,657,918,225.69 | 11,242,393,704.97 | |
| | | | | |
| | **DGRK** | **299,617,091,779.44** | **194,199,351,403.27** | |
| | Recettes Fisacles | 50,912,655,106.93 | 84,883,397,009.22 | |
| 1 | Recettes Non Fiscales | 248,704,436,672.51 | 109,315,954,394.05 | |
| | | | | |
| 2 | **RECETTES EN CAPITAL** | **77,670,100,141.89** | **154,009,357,618.00** | |
| | Caisse de Pérequation | 15,073,198,203.00 | 0.00 | |
| | Ressources FONER | 62,596,901,938.89 | 149,667,819,718.00 | |
| | Appui du Pouvoir Central à l'Assainissement de la V | 0.00 | 4,341,537,900.00 | |
| | Appui du Pouvoir Central à la construction , réhabil | 0.00 | 0.00 | |
| | | | | |
| 3 | **RECETTES EXCEPTIONNELLES** | **295,401,060,000.00** | **0.00** | |
| | Emprunts | - | 0.00 | |
| | Dons et legs extérieurs projets | 295,401,060,000.00 | 0.00 | |
| | | | | |
| 4 | **RECETTES EXTERIEURES** | 0.00 | | |
| | | | | |
| | **RECETTES TOTALES BUDGET GENE** | **1,848,871,559,561.02** | **1,220,686,132,612.24** | **66.02** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE III : SYNTHESE RECETTES COURANTES

| N° | RECETTES | BUDGET 2024 | DROITS RECOUVRES 2024 |
|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF |
| | **RECETTES A CARACATERE NATIONAL** | **1,156,525,389,414.00** | **861,235,029,886.00** |
| | Investissement sur transfert aux Provinces et ETD | 316,023,690,918.00 | 10,216,969,324.00 |
| | Rémunerations | 753,733,923,913.00 | 813,838,654,912.00 |
| | Fonctionnement | 86,767,774,583.00 | 37,179,405,650.00 |
| | | | |
| | **RECETTES PROPRES DE LA VILLE** | **319,275,010,005.13** | **205,441,745,108.24** |
| | **DGPEK (ARGPK)** | **19,657,918,225.69** | **11,242,393,704.97** |
| | Recettes publicitaires | 19,657,918,225.69 | 11,242,393,704.97 |
| | | | |
| | **DGRK** | **299,617,091,779.44** | **194,199,351,403.27** |
| | Recettes Fisacles | 50,912,655,106.93 | 84,883,397,009.22 |
| 1 | Recettes Non Fiscales | 248,704,436,672.51 | 109,315,954,394.05 |
| | | | |
| | **RECETTES TOTALES BUDGET GENER** | **1,475,800,399,419.13** | **1,066,676,774,994.24** |

Vu pour être annexé à l'Edit n° 001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE IV : RECETTES EN CAPITAL

| N° | RECETTES | BUDGET 2024 | DROITS RECOUVRES 2024 |
|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF |
| | Caisse de Pérequation | 15,073,198,203.00 | 0.00 |
| | Ressources FONER | 62,596,901,938.89 | 149,667,819,718.00 |
| | Appui du Pouvoir Central à l'Assainisser | 0.00 | 4,341,537,900.00 |
| | Appui du Pouvoir Central à la construction , réhabilitation et modernisation des infrastructures de la Ville | 0.00 | 0.00 |
| | | | |
| | **RECETTES TOTALES BUDGET GENE** | **77,670,100,141.89** | **154,009,357,618.00** |

Vu pour être annexé à l'Edit n° 001du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE V : RECETTES EXCEPTIONNELLES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2024 | DROITS RECOUVRES 2024 | TAUX (%) |
|---|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF | |
| | Dons et lges projets intérieurs | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| | | | | |
| | RECETTES TOTALES BUDGET GEI | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Vu pour être annexé à l'Edit n° 001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE VI : RECETTES EXTERIEURES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2024 | DROITS RECOUVRES 2024 | TAUX (%) |
|---|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF | |
| | Emprunts | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| | Dons et legs extérieurs projets | 295,401,060,000.00 | 0.00 | |
| | | | | |
| | RECETTES EXTERIEURES TOTALES | 295,401,060,000.00 | 0.00 | 0.00 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE VII : DEPENSES EN CAPITAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2024 | PAIEMENTS 2024 | TAUX (%) |
|---|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF | |
| | EQUIPEMENTS | 281,053,805,726.49 | 31,658,965,565.15 | |
| | CONSTRUCTION, REHABILITATION, REFECTION, ADDUCTION D'OUVRAGES, EDIFICES ET ACQUSITION IMMOBILIERE | 259,061,446,066.51 | 73,870,919,652.01 | |
| | | | | |
| | TOTATES DEPENSES EN CAPITAL | 540,115,251,793.00 | 105,529,885,217.16 | 19.54 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE VIII : DEPENSES COUTANTES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2024 | PAIEMENTS 2024 |
|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF |
| | Dette en Capital | 540,115,251,793.00 | 105,529,885,217.16 |
| | Frais financiers | 721,422,715.00 | 491,983,219.97 |
| | Dépenses du Personnel | 1,010,226,648,701.57 | 739,663,298,559.99 |
| | Biens et Matériels | 19,539,052,449.09 | 5,702,866,650.30 |
| | Dépenses de prestations | 59,270,948,622.65 | 23,993,806,983.91 |
| | Transferts et Interventions | 192,743,528,880.71 | 74,553,511,678.17 |
| | | | |
| | **TOTALES DEPENSES COURANTES** | **1,822,616,853,162.02** | **949,935,352,309.50** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE IX : SYNTHESE DES BUDGETS ANNEXES 2024

| N° | DEPENSES | PREVISIONS 2024 | DROITS RECOUVRES 2024 | TAUX (%) |
|---|---|---|---|---|
| | | EN CDF | EN CDF | |
| I | RECETTES | 91,962,142,123.87 | 14,532,444,392.53 | 15.80 |
| | | | | |
| | | PREVISIONS 2024 | PAIEMENTS 2023 | |
| II | DEPENSES | 91,962,142,123.87 | 14,532,444,392.53 | 15.80 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE X : DEPENSES COURANTES ANNULEES

| N° | LIBELLE | DROITS RECOUVRES 2024 EN CDF |
|---|---|---|
| | | |
| | Au 31 décembre 2024 les crédits disponibles au titres des dépenses courantes du budget général sont annulées | 358.628.955.458,52 |
| | | |
| | Au 31 décembre 2024 les crédits disponibles au titres des dépenses courantes des budgets annexes sont annulées | 62 718 055 162,38 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

## ANNEXE XI : DEPENSES EN CAPITAL REPORTEES

| N° | LIBELLE | DROITS RECOUVRES 2024 EN CDF |
|---|---|---|
| | | |
| | Au 31 décembre 2024 les crédits disponibles au titres des dépenses en capital du budget général sont réportées | 434 585 366 575,84 |
| | | |
| | Au 31 décembre 2024 les crédits disponibles au titres des dépenses en capital des budgets annexes sont réportées | 14 711 192 568,96 |

Vu pour être annexé à l'Edit n° 001 du 30 décembre 2025 portant reddition des comptes du budget de la ville de Kinshasa

Fait à Kinshasa, le 30 décembre 2025

BUMBA LUBAKI Daniel

Gouverneur

_____

**Edit n° 002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2026**

***Exposé des motifs***

Le présent Edit portant budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2026 s'inscrit dans la vision globale du Gouvernement provincial visant à améliorer significativement le cadre et les conditions de vie des populations de Kinshasa, tout en assurant la stabilité financière et le développement durable de notre capitale.

Pour ce faire, les défis de ce budget consistent à la mobilisation accrue et massifiée des recettes, ainsi qu'à la réalisation des projets d'investissements prioritaires faisant l'objet des dépenses urgentes classifiées comme telles, et faisant l'objet de la reconfiguration des dispositions relatives à la présentation du budget de la Ville de Kinshasa pour l'année 2026.

## I. Objectifs budgétaires fixés pour l'année 2026

### *1.1. Mobilisation accrue et massifiée des recettes:*

La politique budgétaire de la Ville de Kinshasa pour l'année 2026 est axée sur la mobilisation accrue des recettes. Pour atteindre en effet cet objectif, plusieurs innovations fiscales sont prévues et introduites dans ce budget.

Il s'agit notamment des mesures et procédures visant à élargir l'assiette fiscale, à lutter contre la fraude et le coulage des recettes.

C'est dans ce contexte que la Ville de Kinshasa va procéder dès l'entame de l'année 2026 à la réalisation des objectifs ci-après :

- La mise sur pied d'une commission chargée des réformes fiscales de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa et celles relatives à l'Autorité de Régulation et de Gestion de Publicité de Kinshasa (ARGPK) ;
- La mise à contribution efficace de l'Agence Provinciale pour le Développement du Numérique de Kinshasa (APDNK) dans la numérisation et la sécurisation de la chaine des recettes.

De même, la Ville de Kinshasa va mettre en œuvre les stratégies sectorielles envisagées par le Ministère provincial des finances concernant, entre autres, l'activation de certains actes pour lesquels la DGRK et/ou l'ARGPK éprouvent des difficultés à assurer un recouvrement optimal ou effectif.

A cet effet, le budget 2026 prévoit en outre la réalisation des activités suivantes pour la mobilisation de certaines recettes dormantes, lesquelles nécessitent l'application des mesures ci-après :

1. La commande, l'impression et la vente des cartes de résident pour étranger, ce, dans le cadre de la réactivation de la commission ad hoc entre la Ville de Kinshasa et la Direction Générale de Migration (DGM) ;
2. L'organisation de la campagne pour la vente et la délivrance des patentes aux petits commerçants et autres catégories assimilées. Ceci, en exécution du protocole d'accord conclu en la matière entre la Ville de Kinshasa et la Direction Générale des Impôts (DGI) ;
3. L'encadrement soutenu et bien organisé des recettes du secteur des taxis-motos, notamment, par le vote d'un édit spécifique sur l'exploitation du transport en commun dans la Ville de Kinshasa;
4. La réorganisation du guichet unique du poste de quarantaine de Mongata, en vue de permettre au Ministère provincial de l'agriculture, pêche, élevage et développement rural d'atteindre ses assignations.

### *1.2. Dépenses prioritaires de l'exercice 2026 :*

Face aux difficultés liées aux réalités actuelles vécues dans le quotidien des populations de Kinshasa, la politique budgétaire pour l'année 2026 prévoit que les ressources disponibles ou réalisées soient affectées au financement des programmes, actions et projets d'urgence pour lesquels les députés provinciaux sont souvent interpellés dans leurs fiefs électoraux respectifs.

A cet effet, il s'est dégagé cinq (05) priorités majeures autour desquelles l'Assemblée provinciale

a recentré le vote de ce budget, pour le bien-être des populations de Kinshasa. Il s'agit de :

1. Lutter contre les inondations qui deviennent récurrentes et dangereuses pour les vies humaines ainsi que contre la situation déplorable qu'elles entrainent, à savoir l'immersion des parcelles dans de la Ville de Kinshasa.
2. Assainir et embellir la Ville de Kinshasa pour lui redonner sa plus belle robe d'antan ;
3. Apporter un appui budgétaire conséquent aux services de Sécurité, notamment au Commissariat provincial de la Police Nationale Congolaise (PNC)/Ville de Kinshasa, pour intensifier les patrouilles et éradiquer, le cas échéant, l'insécurité grandissante dans les différents quartiers de Kinshasa ;
4. Poursuivre l'intensification des efforts consentis pour la construction de nouvelles routes secondaires ou intercommunales, afin de fluidifier le trafic et de réduire, le cas échéant, les embouteillages dans la Ville de Kinshasa ;
5. Assurer un financement substantiel à la couverture santé universelle pour tous dans la Ville de Kinshasa, conformément à la recommandation du Président de la République lors de la douzième Conférence des Gouverneurs.

## II. Du cadre macroéconomique :

Pour l'année 2026, le cadre macroéconomique qui sous-tend l'élaboration de ce budget repose sur les principaux indicateurs suivants :

- Taux d'inflation fin période : 4,4% ;
- Taux de change moyen : 2.467 ;
- Taux de change fin période : 2.600.

Ainsi, le budget global de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2026 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses à CDF 3.211.047.616.446,37 (Trois billions deux cent onze milliards quarante-sept millions six cent seize mille quatre cent quarante-six Francs congolais et trente-sept centimes) contre CDF 3.788.299.407.154,00 (Trois billions sept cent quatre-vingt-huit milliards deux cent nonante-neuf millions quatre cent sept mille cent cinquante-quatre Francs congolais) du budget 2025, soit une réduction globale de ce budget de CDF 577.251.790.707,63 (Cinq cent septante-sept milliards deux cent cinquante et un million sept cent quatre-vingt-dix mille sept cent-sept Franc congolais et soixante-trois centimes), ce qui représente 17 % de l'enveloppe globale.

### *2.1. Recettes*

Pour l'année 2026, la hauteur des recettes globales de ce budget est arrêtée à CDF 2.922.940.751.502,15 (Deux billions neuf cent vingt-deux milliards neuf cent-quarante millions sept cent cinquante et un mille cinq cent-deux Francs congolais et quinze centimes) contre CDF 3.478.504.312.193,00 (Trois billions quatre cent septante-huit milliards cinq cent-quatre millions trois cent douze mille cent quatre-vingt-treize Francs congolais) du budget 2025, soit une diminution de l'ordre de CDF 555.563.560.690,85 (Cinq cent cinquante-cinq milliards cinq cent soixante-trois millions cinq cent soixante mille six cent quatre-vingt-dix Francs congolais et quatre-vingt-cinq) soit une réduction budgétaire de 7,33 % de l'enveloppe globale.

Ces recettes se répartissent comme suit :

*2.1.1. Recettes courantes*

a) Recettes à caractère national

S'agissant des recettes à caractère national allouées à la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2026, elles se chiffrent à CDF 980.133.767.777,30 (Neuf cent quatre-vingt milliards cent trente-trois millions sept cent soixante-sept mille sept cent soixante-dix-sept Francs congolais et trente centimes) contre CDF 1.404.007.740.035,00 (Un billion quatre cent-quatre milliards sept millions sept cent quarante mille trente-cinq Francs congolais) du budget 2025, soit un décroissement de l'ordre de CDF 423.873.972.257,70 (Quatre cent vingt-trois milliards huit cent soixante-treize millions neuf cent soixante-douze mille deux cent cinquante-sept Franc congolais et soixante-dix centimes) par rapport au budget 2025.

b) Recettes propres

Elles comprennent les produits des Impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa.

En effet, pour l'exercice 2026, ces recettes sont évaluées à la hauteur de CDF 1.278.336.102.316,75 (Un billion deux cent soixante-dix-huit milliards trois cent trente-six millions cent deux mille trois cent-seize Francs congolais et septante-cinq centimes) contre CDF 1.698.417.563.082,00 (Un billion six cent quatre-vingt-dix-huit milliards quatre cent-dix-sept millions cinq cent soixante-trois mille quatre-vingt-deux Francs congolais) du budget 2025, soit un décroissement de l'ordre de CDF 420.051.460.765,25 (Quatre cent vingt milliards cinquante et un millions quatre cent-soixante mille sept cent soixante-cinq Francs congolais et vingt-cinq centimes), et ce, par rapport à l'enveloppe globale desdites assignations réparties comme suit :

- Recettes fiscales : CDF 176.207.963.474,82 (Cent soixante-seize milliards deux cent-sept millions neuf cent soixante-trois mille quatre cent soixante-quatorze Francs congolais et quatre-vingt-deux) pour l'exercice 2026 contre CDF 549.848.012.495,24 (Cinq cent quarante-neuf milliards huit cent quarante-huit millions douze mille quatre cent quatre-vingt-quinze Francs congolais et vingt-quatre centimes) du budget 2025, soit une diminution de CDF 373.640.049.020,42 (Trois cent soixante-treize milliards six cent quarante-neuf millions quarante-neuf mille vingt Francs congolais et quarante-deux centimes).
- Recettes non fiscales : CDF 1.056.557.107.642,14 (Un billion cinquante-six milliards cinq cent cinquante-sept millions cent-sept mille six quarante-deux Francs congolais et quatorze centimes) pour l'exercice 2026 contre CDF 1.146.157.542.909,00 (Un billion cent quarante-six milliards cent cinquante-sept millions cinq cent quarante-deux mille neuf cent-neuf Francs congolais) du budget 2025, soit un décroissement de CDF 89.600.435.266,86 (Quatre-vingt-neuf milliards six cents millions quatre cent trente-cinq mille deux cent soixante-six Francs congolais et quatre-vingt-six centimes), soit 1,27 %.



c) Recettes en capital

Pour l'année 2026, ces recettes sont positionnées pour un montant global de CDF 291.959.396.695,11 (Deux cent quatre-vingt-onze milliards neuf cent cinquante-neuf millions trois cent quatre-vingt-seize mille six cent quatre-vingt-quinze Francs congolais et onze centimes) contre celui du budget 2025 arrêté à CDF 190.244.759.076,00 (Cent quatre-vingt-dix milliards deux cent quarante-quatre millions sept cent cinquante-neuf mille septante-six Francs congolais), soit une augmentation de l'ordre de CDF 101.714.637.619,11 (Cent et un milliards sept cent quatorze millions six cent trente-sept mille six cent dix-neuf Francs congolais et onze centimes), soit un décroissement de 53,18 %.

Elles sont constituées de :

- FONER : CDF 281.295.258.061,11 (Deux cent quatre-vingt milliards deux cent quatre-vingt-quinze millions deux cent cinquante-huit mille soixante et un Francs congolais et onze centimes) pour l'exercice 2026 contre CDF 171.946.080.000,00(Cent soixante-onze milliards neuf cent quarante-six millions quatre-vingt mille Francs congolais) du budget 2025, soit une augmentation de CDF 109.349.178.061,11 (Cent-neuf milliards trois cent quarante-neuf millions cent soixante-dix-huit mille soixante et un Francs congolais et onze centimes), soit un accroissement de 63,60 % ;
- Caisse nationale de péréquation : CDF 10.664.138.634,00 (Dix milliards six cent soixante-quatre millions cent trente-huit mille six cent trente-quatre Francs congolais) pour l'exercice 2026 contre 18.298.679.076 FC (Dix-huit milliards deux cent quatre-vingt-huit millions six cent soixante –dix-neuf mille soixante-seize Francs congolais) du budget 2025, soit un décroissement de l'ordre de CDF 7.634.540.442,00 (Sept milliards six cent trente-quatre millions cinq cent quarante-deux mille Francs congolais), soit une de diminution de 29,79 %.

*2.1.2. Recettes exceptionnelles*

Pour ce qui est des recettes exceptionnelles, composées des subventions du Pouvoir Central pour

l'assainissement de la Ville de Kinshasa, elles sont arrêtées à CDF 272.147.234.713,00 (Cent soixante-douze milliards cent quarante-sept millions deux cent trente-quatre mille sept cent-treize Francs congolais) pour l'exercice 2026 contre CDF 85.500.000.000,00 (Quatre-vingt-cinq milliards cinq cent millions Francs congolais) du budget 2025, soit une augmentation de l'ordre de CDF 186.647.234.713,00 (Cent quatre-vingt-six milliards six cent quarante-sept millions deux cent trente-quatre mille sept cent-treize Francs congolais), soit une augmentation de 318%.

*2.1.3. Recettes extérieures*

Pour ce qui est des recettes exceptionnelles, composées des dons, legs extérieurs projets, elles sont arrêtées à CDF 100.334.250.000,00 (Cent milliards trois cent trente-quatre millions deux cinquante mille Francs congolais) pour l'exercice 2026.

*2.1.4. Recettes des budgets annexes*

Les recettes des services émargeant aux budgets annexes de la Ville pour l'exercice 2026 se chiffrent globalement à la hauteur de CDF 288.106.864.944,22 (Deux cent quatre-vingt-huit milliards cent six millions huit cent soixante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatorze Francs congolais et vingt-deux centimes) contre CDF 309.795.094.961,00 (Trois cent-neuf milliards sept cent quatre-vingt-quinze millions quatre-vingt-quatorze mille neuf cent soixante et un Francs congolais) du budget 2025, soit une diminution de l'ordre de CDF 21.688.230.016,78 (Vingt et un milliards six cent quatre-vingt-huit millions deux cent-trente mille seize Francs congolais et soixante-dix-huit), soit un décroissement de 7 %.

### *2.2. Dépenses*

Pour l'année 2026, la hauteur globale des dépenses retenues dans le cadre de ce budget se chiffre à CDF 3.211.047.616.446,37 (Trois billions deux cent-onze milliards quarante-sept millions six cent-seize mille quarante cent quarante-six Francs congolais et trente-sept centimes) contre CDF 3.788.299.407.154,00 (Trois billions sept cent quatre-vingt-huit milliards deux cent quatre-vingt-dix-neuf millions quatre cent-sept mille cent cinquante-quatre Francs congolais), soit une diminution de l'ordre de CDF 577.251.790,707,63 (Cinq cent septante-sept milliards deux cinquante et un millions sept cent quatre-vingt-dix mille sept cent-sept Francs congolais et soixante-trois centimes), soit un décroissement de 7,33 %.

Elles sont réparties comme suit :

- Dépenses courantes : CDF 1.722.639.216.592,13 (Un billion sept cent vingt-deux milliards six cent trente-neuf millions deux cent-seize mille cinq cent quatre-vingt-douze Francs congolais et treize centimes) contre CDF 2.133.383.213.167,44 (Deux billions cent trente-trois milliards trois cent quatre-vingt-trois millions deux cent treize mille cent soixante-sept Francs congolais et quarante-quatre centimes) du budget 2025, soit une diminution de l'ordre de CDF 410.743.996.575,31 (Quatre cent-dix milliards sept cent quarante-trois millions neuf cent quatre-vingt-seize mille cinq cent septante-cinq Francs congolais et trente et un centimes) et affiche un décroissement de 16,43 %.
- Dépenses en capital : CDF 1.013.654.300.197,02 (Un billion treize milliards six cent cinquante – quatre millions trois cents milles cent quatre-vingt-dix-sept Francs congolais et deux centimes) contre CDF 1.345.121.099.025,56 (Un billion trois cent quarante-cinq milliards cent vingt et un millions quatre-vingt-dix-neuf mille vingt-cinq Francs congolais et cinquante-six centimes) du budget 2025, soit une diminution de l'ordre de CDF 331.466.798.828,54 (Trois cent trente-un milliards quatre cent soixante-six millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-huit Francs congolais et cinquante-quatre centimes), soit une décroissance de 24,6 % ;
- Dépenses des budgets annexes : CDF 288.106.864.944,22 contre (Deux cent quatre-vingt-huit milliards cent-six millions huit cent soixante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatorze Francs congolais vingt-deux) CDF 309.795.094.961,00 (Trois cent-neuf milliards sept cent quatre-vingt-quinze millions quatre-vingt-quatorze mille neuf cent soixante et un Francs congolais) du budget 2025, soit une diminution de l'ordre de CDF 21.688.230.016,78 (Vingt et un

milliards six cent quatre-vingt-huit millions deux cent trente mille seize Francs congolais et soixante-dix-huit centimes), soit un décroissement de 12,05 %.

Par ailleurs, la Dotation Assemblée Provinciale de Kinshasa (APK) a été fortement revue à la baisse pour un montant global annuel de CDF 47.000.000.000,00 en 2025 contre des crédits de l'ordre de CDF 30.000.000.000,00 pour l'exercice 2026, ce, dans le cadre de la réduction de train de vie des Institutions.

Telle est l'économie générale des prévisions budgétaires de la ville de Kinshasa pour l'exercice 2026.

## *Edit*

*L'Assemblé Provinciale de Kinshasa a adopté :*

*Le Gouverneur de la Ville de Kinshasa promulgue l'Edit dont la teneur suit :*

### TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

#### Chapitre I : Du contenu de l'Edit budgétaire de la ville de Kinshasa pour l'exercice 2026

**Article 1er**

Le présent Edit contient des dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2026.

Il fixe, en outre, la part de la dotation globale de 40% des recettes provinciales d'intérêt commun allouées et réparties entre les différentes Communes de la Ville de Kinshasa en fonction des critères de production, de superficie et de poids démographique.

Cette dotation intègre aussi la part des rétrocessions aux Communes sur la quote-part des recettes à caractère national revenant à la Ville de Kinshasa, en application des dispositions de l'article 175 de la Constitution, ainsi que de l'article 138, alinéa 3, de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée et complétée à ce jour.

**Article 2**

Le budget de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2026 et les opérations de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions du présent Edit.

**Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article 9, alinéa 2 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allègement sur les impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa qu'en vertu des dispositions législatives prévues en la matière.

Les exonérations sur différents impôts, droits, taxes ou redevances dus à la Ville de Kinshasa ne peuvent être accordées qu'en vertu des textes législatifs appropriés prévus en la matière.

A cet effet, aucune exonération ne peut être accordée si elle n'est conforme à la législation en la matière.

**Article 4**

Pour un meilleur suivi et contrôle, toute exonération accordée par le Pouvoir central en vertu des dispositions du Code des investissements ou d'autres textes particuliers, impliquant tout impôt, droit, taxe ou redevance dû à la Ville de Kinshasa, doit être préalablement portée à la connaissance des services compétents de la Ville de Kinshasa, ce, sous peine des sanctions prévues aux dispositions du présent Edit budgétaire.

Pour cette fin, une copie de l'Arrêté interministériel accordant cette exonération doit être communiquée à la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) ou à l'Autorité de Régulation et de Gestion de la Publicité de Kinshasa (ARGPK), selon le cas, dans les sept (7) jours qui suivent sa notification au bénéficiaire des avantages fiscaux y relatifs.

Tout manquement au respect de cette obligation entraîne l'application des astreintes dont le montant est fixé par voie d'Arrêté du Ministre provincial ayant les finances dans ses attributions.

**Article 5**

Les recettes fiscales et non fiscales propres à la Ville de Kinshasa sont établies et recouvrées sur les actes

générateurs prévus par l'Ordonnance-loi n° 18/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des impôts, taxes, droits et redevances de la Province et l'Entité Territoriale Décentralisée ainsi que les modalités de leur répartition.

Elles sont perçues exclusivement au profit du compte du Trésor urbain, dans le respect des taux et procédures régissant les impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa.

Leur taxation ainsi que leur recouvrement ne peuvent, en aucun cas, faire souffrir de l'immixtion des agents des Services d'assiettes et des Régies financières du Pouvoir central, sous peine de nullité des paiements y relatifs effectués en violation des dispositions du présent Edit.

### Chapitre II : De la configuration du budget de la Ville de Kinshasa

**Article 6**

Le budget de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2026 est constitué du budget général et des budgets annexes, conformément aux documents et états annexés au présent Edit.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à l'ordre de CDF 3.211.047.616.446,37 (Trois billions deux cent-onze milliards quarante-sept millions six cent-seize mille quarante cent quarante-six Francs congolais et trente-sept centimes), tel que repris à l'état figurant à l'annexe I.

## TITRE II : DES DIPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL DE LA VILLE DE KINSHASA POUR L'EXERCICE 2026

### Chapitre 1 : De la configuration des recettes du budget général de l'exercice 2026

**Article 7**

Les recettes du budget général de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2026 sont évaluées à CDF 2.922.940.751.502,15 (Deux billions neuf cent vingt-deux milliards neuf cent-quarante millions sept cent cinquante et un mille cinq cent-deux Francs congolais et quinze centimes)

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.



**Article 8**

Pour l'année 2026, la part de 40 % des recettes à caractère national revenant à la Ville de Kinshasa, se chiffre à CDF 980.133.767.777,30 (Neuf cent quatre-vingt milliards cent trente-trois millions sept cent soixante-sept mille sept cent septante-sept Francs congolais et trente centimes), tel que réparti à l'état figurant à l'annexe III.

**Article 9**

Les recettes des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa sont évaluées pour l'exercice budgétaire 2026 à CDF 2.882.606.501.502,15 (Deux billions huit cent quatre-vingt-deux- milliards six cent six millions cinq cent un mille cinq cent deux Francs congolais et quinze centimes)

Elles se répartissent en grandes rubriques et par Régie financière provinciale, conformément aux tableaux présentés dans les annexes IV, V, VI et VII.

**Article 10**

Les recettes en capital de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2026 se chiffrent à CDF 291.959.396.695,11 (Deux cent nonante et un milliards neuf cent cinquante-neuf millions trois cent nonante six mille six cent nonante-cinq Francs congolais et onze centimes), conformément à l'état figurant à l'annexe VIII.

Elles sont composées de deux (02) rubriques budgétaires qui se répartissent de la manière suivante :

- ❖ Ressources sur le financement des investissements publics de la Ville de Kinshasa par le Fonds d'Entretien Routier (FONER) évaluées à CDF 281.295.258.061,11 (deux cent quatre vingt et un milliards deux cent nonante-cinq millions deux cent cinquante-huit mille soixante Francs congolais et onze centimes), conformément à l'état figurant à l'annexe IX ;
- ❖ Ressources sur le financement des investissements publics de la Ville de Kinshasa par la Caisse National de Péréquation évaluées à CDF 10.664.138.634,00 (Dix milliards six cent soixante-quatre millions cent trente-huit mille Six

cent trente-quatre Francs congolais), conformément à l'état figurant à l'annexe X.

**Article 11**

Pour l'exercice budgétaire 2026, les recettes exceptionnelles relatives aux appuis budgétaires projets se chiffrent à CDF 272.147.234.713,00 (Deux cent septante-deux milliards cent quarante-sept millions deux cent trente-quatre mille sept cent treize Francs congolais), conformément à l'état figurant à l'annexe XI.

**Article 12**

Pour l'exercice budgétaire 2026, les recettes extérieures relatives aux appuis budgétaires se chiffrent à CDF 100.334.250.000,00 (Cent milliards trois cent trente-quatre millions deux cinquante mille Francs congolais), conformément à l'état figurant à l'annexe XII.

**Chapitre 2 : De la quote-part des rétrocessions revenant aux Communes pour l'année 2026**

**Article 13**

La part des rétrocessions aux Communes, composée de 40 % des recettes provinciales d'intérêt commun ainsi que de leur quote-part sur les recettes à caractère national allouées à la Ville de Kinshasa au titre de l'année 2026, s'établit à CDF 79.364.859.767,70 (Soixante-dix-neuf milliards trois cent soixante-quatre millions huit cent cinquante-neuf mille sept cent soixante-sept Francs congolais et soixante-dix centimes), tel que reparti à l'état figurant à l'annexe XIII.

**Article 14**

En application des dispositions de l'article 13 ci-dessus, les rétrocessions aux Communes servent notamment à couvrir leurs dépenses de rémunération, d'investissement et des travaux d'assainissement local dans leurs juridictions respectives.

Pour l'année 2026, ces fonds sont répartis entre les différentes Communes conformément à l'état figurant à l'annexe XIV du présent Edit budgétaire.



**Chapitre 3 : Des mesures relatives aux recettes fiscales et non fiscales**

**Article 15**

Les mesures en matière d'encadrement des recettes issues des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, telles que prévues aux articles 13, 14, 15, 16, 18, 19 et 20 de l'Edit n°001/2024 du 26 décembre 2024 portant budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2025, sont maintenues et reconduites pour l'année 2026.

Elles modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes concernées, selon le cas, dans l'Edit n°005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa.

**Article 16**

En vertu des dispositions de l'article 209 de la Loi relative aux finances publiques, telles que modifiées et complétées à ce jour, et en attendant que le mécanisme de caissier de l'Etat assuré par la Banque Centrale du Congo soit règlementé et mis en œuvre par cette dernière, le Gouvernement provincial est autorisé, de déposer toutes ses disponibilités, dans un compte unique, auprès d'une Institution bancaire commerciale de la place offrant des garanties de confiance et de sécurité pour les fonds publics versés ou gardés au nom et pour le compte de la Ville de Kinshasa.

Ce compte, ainsi que les fonds qui y sont gardés ou versés, présentent un caractère public et sont insaisissables conformément à l'article 101 du Décret n°24-10 du 14 octobre 2024 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ainsi qu'aux dispositions du présent Edit.

Un Arrêté du Ministre provincial en charge des Finances fixe les modalités pratiques d'application des dispositions prévues au présent article.

**Section 1 : Dispositions relatives aux recettes des impôts dus à la Ville de Kinshasa.**

**Article 17**

L'alinéa 2 de l'article 3 de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures

relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevance dus à la Ville de Kinshasa est modifié comme suit :

***« Article 3, alinéa 2 :***

Les exonérations aux impôts provinciaux, droits, taxes et redevances sont accordées conformément à la Loi. L'octroi de toute exonération y relative doit requérir l'avis du Gouvernement provincial ».

**Article 18**

Il est ajouté à l'Edit n°005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 7 bis libellé comme suit :

***« Article 7 bis :***

Toute propriété foncière, bâtie ou non bâtie, située dans la Ville de Kinshasa, qu'elle soit assujettie ou exonérée de l'impôt foncier, fait l'objet, au plan fiscal provincial, d'une identification au moyen d'un Numéro Foncier Unique d'Adresse Parcellaire géolocalisée, en abrégé « NUFAP ».

Ce numéro est mentionné et délivré à l'aide d'une nouvelle plaque d'adresse apposée sur la clôture ou tout autre support le rendant visible. Il permet l'identification physique ou géolocalisée du nom de l'avenue où se trouve la parcelle, de son numéro ainsi que d'autres coordonnées nécessaires à la Ville pour lever l'impôt foncier.

Ses indications sont conçues et gravées sur un support métallique durable sur lequel est intégré une puce ou tout autre dispositif numérique permettant la géolocalisation de tous les numéros parcellaires actuels et futurs dans la Ville de Kinshasa ».

**Article 19**

Il est ajouté à l'Edit n°005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 7 ter libellé comme suit :

***« Article 7 ter :***

Au niveau de chaque Commune, le « NUFAP » est attribué pour chaque parcelle ou appartement donné, par une commission ad hoc placée sous l'autorité et la supervision du Bourgmestre de la Commune concernée, en collaboration permanente avec la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) et l'Agence Provinciale pour le Développement du Numérique de Kinshasa (APDNK) ».

A cet effet, la commission ad hoc est composée, selon le principe de représentativité, des délégués des services suivants :

1. La Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) ;
2. L'Agence Provinciale pour le Développement du Numérique de Kinshasa (APDNK) ;
3. Le service du cadastre territorialement compétent;
4. Les Services de l'Urbanisme et de l'Habitat du ressort ;
5. Les Chefs de quartiers de la Commune concernée ;
6. L'opérateur numérique sélectionné par le Gouvernement provincial pour l'identification, la géolocalisation, ainsi que la fabrication et la délivrance des plaques de numéro d'adresse parcellaire avec un code QR.

Un Arrêté conjoint des Ministres provinciaux en charge des Finances et des Affaires Foncières, Urbanisme et Habitat détermine les modalités pratiques de mise en œuvre des dispositions prévues au présent article ».

**Article 20**

Il est ajouté à l'Edit n°005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 7 quater libellé comme suit :

***« Article 7 quarter :***

Pour la conception matérielle ou technique des dispositions relatives au CODE QR devant figurer sur la plaque d'adresse parcellaire, celui-ci doit être conçu de la manière à fournir ou à permettre l'accès automatique et automatisé aux renseignements suivants :

1. Pour l'identification du bien et de son propriétaire :

- Le nom complet du propriétaire, son adresse physique, son numéro de téléphone, son numéro d'identifiant fiscal et ses coordonnées d'adresse électronique ;
- Toute autre information utile à la gestion ou la mutation du bien concerné.

2. Pour la description et localisation du bien :

- Les informations précises sur le titre foncier ou tout autre document ayant servi à l'identification du propriétaire de la parcelle ou de l'appartement concerné ;
- L'avenue et le numéro de la parcelle ou de l'appartement ;
- Les noms du quartier et de la Commune où se situe le bien foncier ou immobilier concerné ;
- Les indications précises au mètre carré sur la superficie de la parcelle ;
- Tout autre donnée ou coordonnée servant à la géolocalisation du bien foncier ou immobilier ;
- Toute indication sur la nature des bâtisses faisant partie de la parcelle ».

**Article 21**

Il est ajouté à l'Edit n°005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 7 quinquies libellé comme suit :

***« Article 7 quinquies :***

Les frais administratifs et techniques liés à la maintenance du réseau de gestion numérique des données d'indentification, ainsi que les coûts de fabrication et de délivrance des plaques de Numéro Foncier Unique d'Adresse Parcellaire géolocalisée (NUFAP) sont à la charge du propriétaire, du gestionnaire ou de l'occupant de la parcelle ou de l'appartement concerné.

Ces frais sont intégrés, déclarés et payés concomitamment lors de l'échéance prévue pour l'acquittement de l'impôt foncier annuel.

Leur montant est fixé par Arrêté du Ministre provincial des Finances, pris après concertation formelle avec l'opérateur numérique en charge du système intégré de gestion des numéros et des données sur la géolocalisation parcellaire dans la Ville de Kinshasa ».

**Article 22**

Il est ajouté à l'article 15 de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa un alinéa 2 libellé comme suit :

***« Article 15, alinéa 2 :***

Sont également redevables, les personnes physiques ou morales ayant signé des contrats ou des conventions de bail pour l'érection d'immeubles sur des terrains appartenant à des institutions religieuses, scientifiques ou philanthropiques ».

**Article 23**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 26 bis libellé comme suit :

***« Article 26 bis :***

Sont assimilées à des revenus de location, les indemnités de logement accordées à des rémunérés occupant leur propre habitation, celle de leurs épouses et/ou époux, ainsi que celle d'une tierce personne à titre gratuit. Les revenus des époux sont cumulés quel que soit le régime matrimonial adopté. La cotisation est établie au nom du mari ».

**Article 24**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme de2s procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 26 ter libellé comme suit :

***« Article 26 ter :***

Est redevable de l'impôt sur les revenus locatifs provenant des indemnités de logement :

- Toute Institution nationale, provinciale ou communale accordant des indemnités de logement à ses membres, cadres, agents ou travailleurs ;
- Tout employeur accordant des indemnités de logement ;
- Tout employeur engageant une main-d'œuvre temporaire et qui accorde des indemnités de logement à Kinshasa ;
- Tout engagé local bénéficiant des indemnités de logement par les institutions à caractère diplomatique à Kinshasa ».

**Article 25**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 26 quater libellé comme suit :

***« Article 26 quater :***

Les personnes physiques et morales, publiques ou privées énumérées à l'article précédent ont l'obligation de retenir à la source et de reverser, dans les dix (10) jours qui suivent le paiement de ces indemnités aux bénéficiaires, l'impôt y relatif suivant les taux prévus dans l'arrêté du Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions ».

**Article 26**

Il est ajouté à l'Edit numéro 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 30 bis libellé comme suit :

***« Article 30 bis :***

Les employeurs ont l'obligation de déclarer, par voie électronique, auprès de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa, les indemnités de logement payées mensuellement à leurs travailleurs suivant le modèle prévu.

Ils sont tenus de souscrire la déclaration et d'effectuer le paiement au plus tard le 10ème jour du mois qui suit la mise à disposition de ces sommes aux bénéficiaires ».



**Article 27**

Il est ajouté à l'Edit numéro 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 32 bis libellé comme suit :

***« Article 32 bis :***

Sont imposables à l'impôt sur les revenus locatifs, les revenus générés à la suite de l'exploitation par des cocontractants liés à une Association sans but lucratif, à une organisation non gouvernementale ou à une association confessionnelle par un contrat ou une convention sur la mise en location ou la jouissance d'un bien immeuble appartenant à cette dernière, même si par un contrat de type emphytéotique, l'occupant a construit avec ses propres moyens ou avec le concours des tiers.

En cas de sous-location, l'impôt sur les revenus locatifs est dû ».

**Article 28**

Il est ajouté, dans l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, sous le Chapitre 3 Du recouvrement du Titre II Des dispositions relatives aux impôts Section 2 De l'action en Recouvrement, un Paragraphe 4 intitulé « Quitus fiscal ».

**Article 29**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 62 bis libellé comme suit :

***« Article 62 bis :***

La conclusion des marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certains services, dont la liste est déterminée par arrêté du Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions, sont subordonnés à la présentation d'un quitus fiscal délivré par le Receveur des impôts attestant que le requérant est en règle de paiement des impôts provinciaux.

Est en règle de paiement de ses impôts, le contribuable qui n'a aucune dette d'impôts échue à la date de délivrance du quitus fiscal en sa faveur.

Sont également considérés comme étant en règle de paiement, les contribuables débiteurs qui bénéficient de mesures d'échelonnement de la dette ou de sursis de recouvrement prévues aux articles 41 et 133 du présent Edit.

Le modèle et les modalités de délivrance du quitus fiscal sont définis par l'arrêté susvisé ».

**Article 30**

L'article 94 de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa est modifié comme suit : « Article 94 :

Les Agents de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) procèdent à la taxation d'office dans les cas suivants :

a) Pour l'impôt foncier :

1. L'absence de souscription de sa déclaration dans délai légal prévu en matière d'impôt foncier ;
2. L'opposition au contrôle fiscal ;
3. Lorsqu'il est découvert ou établi que le contribuable a eu recours, pour se soustraire à ses obligations fiscales, à de fausses déclarations ou à de fausses preuves de paiement de l'impôt dû ;
4. La dissimulation de l'assiette ainsi que des éléments utiles ou nécessaires à l'identification, à la localisation et à l'imposition du bien foncier ou immobilier concerné, que le propriétaire ou l'occupant n'a pas fourni, dans le délai de 15 jours à compter de sa notification, aucun élément de réponse à la demande d'informations, de justifications ou d'éclaircissements qui lui a été adressée par la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) ;
5. L'entrave aux missions des agents de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK), notamment lors du recensement, du mesurage et de l'identification des propriétés foncières bâties et non bâties, ainsi que de leurs occupants et propriétaires.

b) Pour l'impôt sur les revenus locatifs :

1. L'absence de déclaration mensuelle sur la retenue locative, dont l'obligation de versement incombe au locataire, ou le défaut de reversement de la quotité annuelle de l'impôt dû par le bailleur ;
2. La non-communication préalable à la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) de la liste complète des locataires, alors qu'il est établi et consigné dans un procès-verbal ad hoc que la parcelle concernée par cette taxation d'office abrite des bâtiments ou des appartements donnés en location à des personnes physiques ou morales, qu'elles soient publiques, privées, confessionnelles établissements d'utilité publique ; ou des établissements d'utilité publique ;
3. Lorsqu'il est découvert ou établi que le contribuable a eu recours, pour se soustraire à ses obligations fiscales, à de fausses déclarations ou à de fausses preuves de paiement de l'impôt dû ;
4. L'opposition au contrôle fiscal.

c) Pour l'impôt sur les véhicules automoteurs et la taxe spéciale de circulation routière :

1. En cas d'utilisation d'une fausse vignette ou d'une fausse preuve de paiement de cette vignette ;
2. Lorsqu'il est découvert, en circulation ou dans un parking, une parcelle ou une concession, qu'une personne physique ou morale, en violation des obligations fiscales, est en possession, utilise ou met en circulation un ou plusieurs véhicules qui lui appartiennent sans en avoir, au préalable, souscrit la déclaration auprès de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) et, le cas échéant, obtenue la vignette fiscale correspondante ;
3. Lorsqu'il y a refus de se soumettre ou tentative d'échapper au contrôle de la police spéciale de circulation routière (PCR), autorisé et effectué

conjointement avec la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK), contre les véhicules non conformes au paiement de leur vignette fiscale automobile ;

4. Lors d'une opposition manifeste au contrôle fiscal, visant à d'empêcher la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) d'accéder aux informations sur le nombre exact de véhicules déclassés, détenus et en état de circulation, et ce, à partir des installations utilisées par le propriétaire pour ses véhicules.

Toute opposition au contrôle fiscal doit fait l'objet au préalable d'un constat sur procès-verbal, sous peine de la nullité de la taxation d'office établie. Le refus de contresigner le procès-verbal doit y être mentionné ».

**Article 31**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 101 bis libellé comme suit :

***« Article 101 bis :***

Les banques et autres institutions financières sont tenues de communiquer à l'Administration fiscale provinciale, dans les dix jours du mois qui suit celui de leur ouverture, les comptes ouverts en leurs livres par les personnes physiques commerçantes ou personnes morales en indiquant l'identité complète, l'adresse et le numéro de contact du titulaire, ainsi que toute modification ultérieure de ces éléments.

Elles sont également tenues de communiquer à l'Administration fiscale provinciale, dans les dix jours du mois qui suit la saisie immobilière des biens de leurs créanciers personnes physiques ou morales pour insolvabilité, en indiquant l'identité complète du créancier, l'adresse complète du bien hypothéqué, l'identité de l'occupant ou des occupants ainsi que leur qualité au moment de la saisie du bien immeuble».

**Article 32**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, article 101 ter libellé comme suit :

***« Article 101 ter :***

Lorsque le redevable a appliqué un texte fiscal selon l'interprétation que la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) avait fait connaitre par voie de circulaire ministérielle ou instruction de service publiée non rapportée à la date des opérations en cause, cette dernière ne peut poursuivre aucun redressement en soutenant une interprétation différente.

La garantie prévue à l'alinéa précédent est également applicable lorsque l'Administration fiscale provinciale a formellement pris position sur l'appréciation d'une situation de fait au regard d'un texte fiscal ».

**Section 2 : Recettes relatives à la taxe sur la consommation des biens de production locale**

**Article 33**

L'article 136 de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa est modifié comme suit :

***« Article 136 :***

La Direction Générale des Recettes de Kinshasa est seule habilitée à accomplir toutes les phases de la réalisation des taxes ci-après :

- La taxe de consommation sur les biens de production locale ;
- La taxe spéciale conventionnelle pour la reconstruction ;
- La taxe de mise sur le marché des matières non biodégradables ;
- La redevance sur les eaux souterraines ;
- La redevance sur le fret aérien ;
- La redevance sur l'embarquement dans les avions ».

**Article 34**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 136 bis libellé comme suit :

***« Article 136 bis :***

La déclaration souscrite pour la taxe de consommation doit renseigner, pour tout produit, les informations suivantes :

a) Pour les produits fabriqués sur place à Kinshasa :
   1. Les quantités des produits fabriqués sur place à Kinshasa ;
   2. Les quantités des produits vendus dans la Ville de Kinshasa ;
   3. Les quantités des produits destinés à la consommation en dehors de la Ville Kinshasa ;
   4. Les quantités des produits utilisés ou distribués gratuitement par l'industriel sur place à Kinshasa ;
   5. Le prix de vente ex. Usine ;
   6. Le montant du chiffre d'affaires imposable dégagé ;
   7. Le taux appliqué pour la taxe due ;
   8. Le montant de la taxe due à la Ville de Kinshasa.

Il est joint à cette déclaration, un relevé récapitulatif des ventes réelles effectuées au cours du mois de réalisation des revenus.

b) Pour les produits fabriqués localement dans une autre province que la Ville de Kinshasa :
   1. La quantité des produits expédiés dans la Ville de Kinshasa ;
   2. Le prix de vente ex. Usine ;
   3. Le taux appliqué pour la taxe due ;
   4. Le montant du chiffre d'affaires imposable dégagé ;
   5. Le montant de la taxe due au profit de la Ville de Kinshasa.

Il est joint à cette déclaration, les copies de différents bordeaux des produits expédiés dans la Ville de Kinshasa ».

**Article 35**

Il est ajouté à l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa, un article 136 ter libellé comme suit :

***« Article 136 ter :***

Pour la déclaration et le paiement de la taxe de consommation, le calcul des droits dus se fonde sur les indications suivantes :

1. Pour les tabacs : la taxe est calculée en se référant au nombre de cartons de cigarettes et au prix de leurs marques respectives ;
2. Pour le sucre, le ciment et la farine de froment : la déclaration est souscrite sur la base du nombre des sacs de 50 kilos et au prix de chaque produit concerné ;
3. Pour la bière et les boissons sucrées ou gazeuses : le calcul se base sur le nombre de casiers, de futs ou de paquets de cannettes, en tenant compte du prix de chaque produit concerné ;
4. Pour les jus, liqueurs, alcools et autres produits assimilés ou soumis à la taxe : le calcul se base sur le nombre de cartons, de paquets ou de tout autre emballage utilisé pour la mise à la consommation sur le marché local des produits concernés.

Toute déclaration non conforme est déclarée irrecevable et assortie d'une astreinte dont le montant est fixé par voie réglementaire ».

**Section 3 : Mesures relatives aux recettes non fiscales**

**Article 36**

L'article 140 de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa est modifié comme suit :

***« Article 140 :***

Les opérations de constatation et de liquidation des droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa sont exécutées par des personnes qualifiées relevant des services d'assiette, appelés agents taxateurs provinciaux et ayant reçu l'habilitation conformément à la Loi relative aux Finances publiques et au Règlement Général sur la Comptabilité Publique, excepté les taxes relatives à la publicité dont la compétence relève de l'Autorité de Régulation et de Gestion de Publicité de Kinshasa ainsi que celles visées à l'article 136 ci-dessus dont toutes les phases relèvent de la compétence de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa ».

**Article 37**

L'article 147 de de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa est modifié comme suit :

***« Article 147 :***

Les pénalités d'assiette se rapportant aux manquements énumérés à l'article précèdent du présent Edit, sont calculées de la manière suivante :

- 25% des droits dus en cas de déclaration incomplète ;
- 50% des droits dus en cas de défaut de déclaration ;
- 75% des droits dus en cas de fausse déclaration ;
- 100% des droits dus en cas de récidive ».

**Article 38**

L'article 218 de de l'Edit n° 005/2021 du 31 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa est modifié comme suit :

***« Article 218 :***

En cas d'irrégularités constatées lors du contrôle, l'agent de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa établit une feuille d'observations qu'il adresse à l'assujetti. Ce document indique le motif de rectification ou d'irrégularités et invite ce dernier à fournir des observations motivées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la feuille d'observations.

Le défaut de réponse dans le délai fixé vaut acceptation et les droits, taxes et redevances mis à sa charge sont immédiatement mis en recouvrement».

**Section 4 : Mesures spécifiques relatives à l'affectation de certaines recettes**

**Article 39**

Il est ajouté à l'Edit n°0001/08 du 22 janvier 2008 portant création de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK), un article 4 bis libellé comme suit :

***« Article 4 bis :***

Par dérogation à l'article 4 du présent Edit et sans préjudice d'autres textes particuliers fixant les allocations budgétaires de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK), il est alloué à celle-ci une quotité de 15 % des recettes totales issues du recouvrement de la taxe de consommation sur les produits prévus par l'Ordonnance-loi n° 18/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances de la province et de l'Entité Territoriale Décentralisée ainsi que les modalités de leur répartition.

Cette somme est versée sur ses comptes par nivellement automatique, en exécution d'une instruction bancaire permanente donnée par le Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions.

Les fonds ainsi alloués sont répartis comme suit :

- 10% affectés à l'amélioration des conditions salariales et de travail du personnel de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa ;
- 3 % affectés aux dépenses d'investissement liées à l'acquisition de terrains et à la construction ou l'aménagement des ressorts ou quartiers fiscaux de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa ;
- 2 % de l'équivalent de cette somme est allouée ou rétrocédée au profit de la Commission chargée du suivi des recettes de la Ville de Kinshasa ».

**Article 40**

Dans le cadre des réformes relatives à l'assainissement des finances de la Ville de Kinshasa, la gestion et le suivi des recettes générées par les marchés urbains sont assurés sous la responsabilité de la Direction de Gestion des Marchés de Kinshasa (DGMK).

Les recettes ainsi générées sont reparties de la manière suivante :

- Trésor urbain : 20% ;
- DGMK : 20% ;
- Imprimés de valeur et autres services intervenants : 10% ;
- Marché urbain concerné ou générateur des recettes : 50%.

Sur proposition du Directeur général de la Direction de Gestion des Marchés de Kinshasa (DGMK), un Arrêté interministériel des Ministres provinciaux ayant les Finances et le Commerce dans leurs attributions fixe les modalités pratiques facilitant l'application des dispositions prévues au présent article.

**Article 41**

Pour assurer le financement régulier des travaux d'assainissement de la Ville de Kinshasa, il est alloué et versé automatiquement au profit du compte du Fonds d'Assainissement de Kinshasa (FONAK) une quotité de 65% sur la totalité des recettes issues des diverses taxes provinciales du secteur de l'environnement ainsi que la taxe conventionnelle sur la reconstruction de la Ville de Kinshasa, dont le recouvrement est assuré par la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK).

Un Arrêté interministériel des Ministres provinciaux ayant les Finances et l'Environnement dans leurs attributions fixe le mécanisme de gestion et d'affectation de ces fonds.

**Article 42**

Dans le but de financer des projets spécifiques relatives à la lutte contre l'insécurité, notamment par la fourniture d'un éclairage public à haute couverture territoriale sur l'ensemble des artères de la Ville de Kinshasa, il est alloué et versé automatiquement au profit du compte de la Régie d'Eclairage Public de Kinshasa (REPK) une quotité de 65 % des recettes issues de la taxe d'éclairage public, dont le recouvrement est assuré également par la Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK).

Un Arrêté interministériel des Ministres provinciaux ayant les Finances et l'Energie dans leurs attributions fixe le mécanisme de gestion et d'affectation de ces fonds.

**Article 43**

En rétribution des services et pour honorer les factures contractuelles de ses partenaires, l'Agence Provinciale pour le Développement du Numérique de Kinshasa (APDNK) a droit à une quotité de 3% sur la totalité des recettes fiscales, non fiscales et publicitaires dues à la Ville de Kinshasa.

Ces fonds lui sont alloués en raison notamment de son implication technique dans la production et la gestion des imprimés de valeur, ainsi que dans le processus de numérisation et de gestion automatisée du circuit de recouvrement des recettes relatives aux impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa.

Un Arrêté du Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions fixe les modalités pratiques relatives à l'application des dispositions prévues au présent article.

## TITRE III : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL

### Chapitre 1 : De la configuration des dépenses du budget général

**Article 44**

Les dépenses du budget général pour l'exercice 2026 sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Elles sont évaluées et, arrêtées à CDF 3.211.047.616.446,37 (Trois billions deux cent onze milliards quarante-sept millions six cent seize mille quatre cent quarante-six Francs congolais et trente-sept centimes) conformément à l'état figurant à l'annexe XV.

**Article 45**

Les dépenses courantes s'élèvent globalement à CDF 1.722.639.216.592,13 (Un billion sept cent vingt-deux milliards six cent trente-neuf millions deux cent seize mille cinq cent quatre-vingt-douze Francs congolais et treize centimes).

Elles se répartissent en différentes composante et rubriques, conformément aux tableaux présentés dans les annexes XVI, XVII, XVIII, XIX, XX et XXI.

**Article 46**

Les dépenses en capital de l'exercice 2026 comprennent les dépenses d'équipements et les dépenses de construction, de réfection, de réhabilitation, d'addition d'ouvrage, d'édifice et d'acquisition immobilière.

Elles sont évaluées et arrêtées à CDF 1.200.301.534.910,02 (Un billion deux milliards trois cent-un millions cinq cent trente-quatre mille neuf cent-dix Francs congolais et deux centimes), conformément à l'état figurant à l'annexe XXII.

**Article 47**

Pour l'année 2026, les dépenses d'équipements se chiffrent à CDF 254.914.274.653,23 (Deux cent cinquante-quatre milliards neuf cent-quatorze millions deux cent soixante-quatorze mille six cent cinquante-trois Francs congolais et vingt-trois centimes), conformément à l'état figurant à l'annexe XXIII.

**Article 48**

Les dépenses de construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage, d'édifice et d'acquisition immobilière de l'exercice 2026 se chiffrent à CDF 840.273.591.087,07 (Huit cent quarante milliards deux cent soixante-treize millions cinq cent quatre-vingt-onze mille quatre-vingt-sept Francs congolais et sept centimes), conformément à l'état figurant à l'annexe XXIV.

## Chapitre II : Des mesures relatives aux dépenses

### Section 1 : Procédures relatives au paiement des dépenses



**Article 49**

Les dépenses de la Ville de Kinshasa sont exécutées dans le respect strict de la procédure standard qui exige le respect des étapes d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement et de paiement.

**Article 50**

Aucune dépense ne peut être exécutée : (I)- si elle ne rentre pas dans les compéte2nces du Gouvernement provincial, telles que définies dans la Constitution ; (II)- si elle n'a pas été définie par un texte régulièrement adopté et publié par l'autorité compétente ; (III)- si les crédits nécessaires ne sont pas disponibles au budget de la Ville ; (IV)- si elle ne suit pas la procédure relative à l'exécution des dépenses conformément à la circulaire contenant les directives relatives à l'exécution du budget.

**Article 51**

Tout projet d'Edit, de décision ou de convention quelconque pouvant avoir une répercussion immédiate ou future, tant sur les recettes que sur les dépenses ainsi que tout acte d'administration portant création d'emploi, extension des cadres organiques ou modification du statut pécuniaire des agents de carrière des services publics de la Ville, est soumis à l'avis préalable du Ministre provincial ayant le Budget dans ses attributions et, le cas échéant, du Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions.

### Section 2 : Dépenses relatives aux rémunérations du Personnel de la Ville.

**Article 52**

Les dépenses relatives aux rémunérations des agents de la fonction publique provinciale de la Ville de Kinshasa sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre provincial ayant le Budget dans ses attributions.

A cet effet, en application des dispositions prévues aux articles 2, 78, 152 et 153 de l'Edit n°002/2018 du 07 décembre 2018 portant statut des agents de carrière des services publics de la Ville de Kinshasa, le montant 2026 de cette enveloppe salariale intègre également la prise en charge du Personnel administratif de l'Assemblée Provinciale de

Kinshasa, sans préjudice des primes et autres avantages sociaux qui leur sont alloués au titre de la dotation de leur Institution parlementaire d'attache.

### Section 3 : Dépenses relatives aux rémunérations des services transférés.

**Article 53**

Les dépenses relatives aux rémunérations des agents et fonctionnaires des services transférés de l'Etat sous la gestion de la Ville de Kinshasa, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre national ayant le budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies à cet effet pour l'ensemble du pays.

**Article 54**

Les rémunérations des services transférés sont liquidées et payées par le Gouvernement central conformément aux barèmes approuvés par le Ministre national ayant le budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

En attendant le transfert effectif des compétences et des ressources y relatives aux provinces, les rémunérations des secteurs transférés aux provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprises dans le présent Edit, à titre d'information statique.

### Section 4 : Des dispositions relatives au financement des travaux d'assainissement, de lutte contre les inondations et l'insécurité dans la Ville de Kinshasa.

**Article 55**

Un montant de 189.866.926.088,42 FC (Cent quatre-vingt-neuf milliards huit cent soixante-six millions neuf cent vingt-six mille quatre-vingt-huit Francs congolais et quarante –deux centimes) est inscrit dans le budget 2026 au titre des fonds spécial d'intervention de la Ville de Kinshasa pour lutter contre l'insécurité, l'insalubrité ainsi que les inondations dans la Ville de Kinshasa.

Ces fonds sont repartis et affectés entre les différentes rubriques concernées, conformément au tableau présenté à l'annexe XXV du présent Edit budgétaire.

## TITRE IV : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES DE LA VILLE DE KINSHASA

**Article 56**

Les recettes des services et organismes publics provinciaux émargeant aux budgets annexes de la Ville de Kinshasa, de même que leurs dépenses, sont évaluées et arrêtées à hauteur de CDF 288.106.864.944,22 (Deux cent quatre-vingt-huit milliards cent-six millions huit cent soixante-quatre mille neuf cent quarante-quatre Francs congolais et vingt-deux centimes), conformément à l'état figurant à l'annexe XXVI.

**Article 57**

Les recettes des services et organismes publics provinciaux, émargeant aux budgets annexes de la Ville de Kinshasa sont perçues conformément au tarif et à la nomenclature des actes générateurs définis par les textes législatifs et réglementaires en la matière pris par les Autorités provinciales de la Ville de Kinshasa.

## TITRE V : DES DISPOSITIONS RELATIVES LA DOTATION BUDGETAIRE ALLOUEE GLOBALEMENT A L'ASSEMBLEE PROVINCIALE DE KINSHASA (APK)

**Article 58**

La dotation budgétaire allouée à l'Assemblée Provinciale de Kinshasa est prévue au titre de fonds spécial d'intervention revenant aux institutions politiques parlementaires conformément à la nomenclature budgétaire des dépenses en vigueur.

**Article 59**

Pour l'année 2026, le montant de cette dotation est fixé globalement à CDF 30.000.000.000,00 (Trente milliards Francs congolais) conformément à l'état figurant à l'annexe XXVII.

## TITRE VI : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALES

**Article 60**

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus budgétaires de la Ville de Kinshasa s'effectue conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en la matière et aux différentes modifications apportées par le présent Edit.

**Article 61**

Pour l'application des dispositions de l'article 60 ci-dessus, les assignations par directions opérationnelles de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa sont fixées et reparties conformément à l'état figurant à l'annexe XXVIII.

Cette répartition permet le suivi et le contrôle de chaque service ou direction opérationnelle concernée, notamment pour ce qui est de son effort contributif dans la réalisation des assignations qui lui sont imparties.

**Article 62**

Afin de lutter contre la fraude, la corruption et le coulage des recettes, la Brigade Anti-fraude de Kinshasa (B.F.KIN) est habilitée à contre-vérifier toute situation fiscale, non fiscale ou publicitaire auprès des régies financières provinciales, des services d'assiette, ainsi que des redevables ou assujettis soupçonnés d'implication dans une fraude aux impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa.

Ces missions sont diligentées soit à la suite de la découverte de fraudes lors d'un contrôle, soit sur dénonciation de tiers, ou encore sur demande expresses du Gouverneur de la Ville, du Ministre provincial des Finances ou de l'Assemblée provinciale de Kinshasa.

A cet effet, la Brigade dispose de la faculté d'opérer des redressements et d'exiger la régularisation ou le paiement des droits éludés, conformément aux dispositions législatives en vigueur, notamment en ce qui concerne les pénalités applicables en cas de fraude ou de tout autre manquement aux obligations fiscales.

Le rapport final de ses missions est adressé au Ministre provincial ayant les finances dans ses attributions.



**Article 63**

En attendant le vote et la promulgation de l'Edit portant procédures de perception des recettes publiques du secteur de la publicité extérieure de la Ville de Kinshasa, les dispositions similaires prévues par l'Edit n°005/2021 du 11 décembre 2021 portant réforme des procédures relatives à la perception des impôts, droits, taxes et redevances dus à la Ville de Kinshasa sont d'application mutatis mutandis en matière des droits, taxes, redevances et autres revenus perçus par l'Autorité de Régulation et de Gestion de la Publicité de Kinshasa (ARGPK).

**Article 64**

La passation et l'attribution des marchés publics sur financement du budget de la Ville de Kinshasa doivent se faire dans le respect des règles des procédures prévues par les textes législatifs et règlementaires en vigueur en la matière.

**Article 65**

Tout bénéficiaire d'un marché public conclu avec la Ville de Kinshasa est tenu de reverser une redevance de 0.5 % du montant dudit marché à la caisse de la Direction Provinciale du Contrôle des Marchés Publics.

**Article 66**

En attendant la mise en place des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement général sur la comptabilité publique relatives à la fonction d'Ordonnateur, le Ministre provincial ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions ou son délégué en assure l'Ordonnancement.

**Article 67**

Pour un suivi efficient de l'exécution du budget et une meilleure appréciation du Plan d'Engagement et du Plan de Trésorerie, le Ministre provincial ayant les Finances dans ses attributions transmet journellement au Ministre provincial ayant le Budget

dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements effectués sur différents comptes du Trésor urbain.

**Article 68**

Les annexes I à XXVIII repris dans ce document font partie intégrante des dispositions budgétaires prévues par le présent Edit.

**Article 69**

L'exécution du budget de la Ville de l'année 2026 doit être conforme aux textes législatifs et règlementaires en vigueur qui régissent les finances publiques en République Démocratique du Congo ainsi que des dispositions particulières prévues en la matière par la Ville de Kinshasa.

**Article 70**

Sont abrogés toutes les dispositions antérieures contraires au présent Edit.

**Article 71**

Le présent Edit entre en vigueur à la date de sa promulgation et prend effet à compter le 1er janvier 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**Daniel BUMBA LUBAKI**

Gouverneur

# ANNEXES

## ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| A | **BUDGET GENERAL** | **2.922.940.751.502,15** |
| 1 | Recettes Internes | 2.822.606.501.502,15 |
| 2 | Recettes Extérieures | 100.334.250.000,00 |
| | | |
| B | **BUDGETS ANNEXES** | **288.106.864.944,22** |
| 1 | Recettes propres des Régies et Services des Budgets Annexes | 288.106.864.944,22 |
| 2 | Dons et Subventions projets extérieurs pour les Budgets annexes | 0,00 |
| | | |
| | **RECETTES TOTALES** | **3.211.047.616.446,37** |

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| A | **BUDGET GENERAL** | **2.922.940.751.502,15** |
| 1 | Dépenses Courantes | 1.722.639.216.592,13 |
| 2 | Dépenses en Capital | 1.200.301.534.910,02 |
| | | |
| B | **BUDGETS ANNEXES** | **288.106.864.944,22** |
| 1 | Dépenses Courantes | 244.890.835.203,10 |
| 2 | Dépenses en Capital | 43.216.029.741,12 |
| | | |
| | **RECETTES TOTALES** | **3.211.047.616.446,37** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| A | **RECETTES INTERNES** | **2.822.606.501.502,15** |
| | | |
| 1 | **RECETTES COURANTES** | **2.258.499.094,04** |
| | | |
| 1.1 | Part du Trésor Urbain sur les Recettes à Caractère National | 980.133.767.777,29 |
| 1.2 | Recettes propres de la Ville de Kinshasa | 1.278.366.102.316,75 |
| 1.3 | Recettes de participation | 0,00 |
| | | |
| 2 | **RECETTES EN CAPITAL** | **291.959.396.695,11** |
| 2.1 | Part de la Ville sur financement des Projets d'investissement publics par la Caisse Nationale de Péréquation | 10.664.138.634,00 |
| 2.2 | Part de la Ville sur financement des Projets d'investissement publics par le FONER | 281.295.258.061,11 |
| | | |
| 3 | **RECETTES EXCEPTIONNELLES** | **272.147.234.713,00** |
| 3.1 | Dons et legs intérieurs projets | 00,0 |
| 3.2 | Appui du Pouvoir Central aux travaux d'assainissement de la Ville de Kinshasa | 85.500.000.000,00 |
| 3.3 | Projet d'aménagement et construction de 5 artères de la voirie urbaine | 129.604.085.091,00 |
| 3.4 | Projet d'aménagement et construction de 14 artères de la voirie urbaine | 57.043.149.622,00 |
| 3.5 | Emprunts intérieurs | 0,00 |
| | | |
| B | **RECETTES EXTERIEURES** | **100.334.250.000,00** |
| 1 | Dons et legs extérieurs projets (KIN ELENDA) | 100.334.250.000,00 |
| 2 | Emprunts extérieurs | 0,00 |
| | | |
| **RECETTES TOTALES BUDGET GENERAL** | | **2.922.940.751.502,15** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE III : RECETTES A CARACTERE NATIONAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| A | RECETTES A CARACTERE NATIONAL | |
| 1 | **Fonctionnement Institutions Provinciales** | **73.237.151.481,82** |
| | Ville de Kinshasa | 43.942.290.889,23 |
| | Entité Territoriales Décentralisées | 29.294.860.592,59 |
| | | |
| 2 | **Investissements Publics de la Ville** | **269.252.447.688,54** |
| | Investissement géré directement au niveau du Pouvoir Central | 216.077.449.750,77 |
| | Crédits d'investissements rétrocédés à la Ville de Kinshasa | 31.904.998.762,66 |
| | Crédits d'investissements rétrocédés à la Ville de Kinshasa pour le compte des ETD | 21.269.999.175,11 |
| | | |
| 3 | **Rémunérations de Services Transférés** | **637.644.168.606,94** |
| | | |
| RECETTES TOTALES | | **980.133.767.777,30** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE IV : RECETTES PROPRES DE LA VILLE DE KINSHASA

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Direction Général des Recettes de Kinshasa ( DGRK) | 1.232.765.071.116,96 |
| 2 | Autorité de Régulation et de Gestion de la Publicité de Kinshasa (ARGPK) | 25.944.958.035,99 |
| 3 | Régie des Fourrières et de Contrôle Technique de Kinshasa (RFCK) | 19.656.073.163,80 |
| | | |
| RECETTES TOTALES | | **1.278.366.102.316,75** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE V : RECETTES RELATIVES AUX ASSIGNATIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES RECETTES DE KINSHASA (DGRK)

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | **RECETTES DES IMPOTS** | **176.207.963.474,62** |
| | Impôts fonciers (IF) | 41.885.000.346,54 |
| | Impôts sur les revenus locatifs (IRL) | 91.136.715.557,65 |
| | Impôts sur les véhicules automoteurs | 18.373.878.674,78 |
| | Taxe spéciale sur la circulation routière (TSCR) | 15.512.376.107,37 |
| | Produits de vente des plaques minéralogiques des Motos | 1.078.986.775,78 |
| | Pénalités fiscales | 8.221.006.012,70 |
| | | |
| 2 | **RECETTES DES DROITS DE CONSOMMATION N** | **52.841.275.193,02** |
| | Bières | 23.299.537.931,41 |
| | Limonades | 17.958.611.434,86 |
| | Spiritueux (Boissons alcooliques) | 118.290.806,11 |
| | Alcool (Kwilu Ngongo) | 400.000.000,00 |
| | Tabacs | 57.290.806,11 |
| | Sucres | 2.135.408.403,87 |
| | Farine de froment | 628.582.337,42 |
| | Ciment | 2.243.553.473,24 |
| | Reste à recouvrer exercices antérieurs (AMR 1) | 3.000.000.000,00 |
| | Amendes et pénalités (AMR 2) | 3.000.000.000,00 |
| | | |
| 3 | **RECETTES ISSUES DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES DUS A LA VILLE DE KINSHASA** | **1.003.715.832.449,12** |
| 3.1 | **Actes perçus à l'initiative directe de la DGRK** | **860.617.697.138,39** |
| | Taxe spéciale conventionnelle pour la reconstruction | 119.706.129.367,59 |
| | Taxe sur éclairage public | 60.022.507.853,90 |
| | Taxe Patente | 540.000.000,00 |
| | Redevance sur les eaux souterraines | 1.160.082.058,50 |
| | Taxe statistique d'embarquement local dans les avions | 9.844.805.872,85 |
| | Taxe sur embarcation fret aérien, fluvial, lacustre et terrestre | 951.551.593,23 |
| | Quotité de la Ville sur les recettes des Marchés Urbains (DGMK) | 360.000.000,00 |
| | Autres droits, taxes et redevances (services d'assiette) | 665.882.620.392,32 |
| | DGRK pénalités non fiscales | 2.150.000.000,00 |
| | | |
| 3.2 | **Autres Droits, Taxes et Redevances dûs à la Ville de Kinshasa** | **143.098.135.310,73** |
| | Commission de vente et délivrance des cartes des résidents pour étranger | 60.000.000.000,00 |
| | Guichet Unique (Poste de Quarantaine de MONGATA) | 540.000.000,00 |
| | Guichet Unique (Ports Fluviaux) | 7.615.832.525,75 |
| | Recettes perçues à l'initiative des services d'assiette (Divisions Urbaines) | 74.942.302.784,98 |
| | | |
| | **RECETTES TOTALES DGRK** | **1.232.765.071.116,96** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE VI : RECETTES RELATIVES AUX ASSIGNATIONS DE L'AUTORITE DE REGULATION ET DE GESTION DE LA PUBLICITE DE KINSHASA (ARGPK)

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | **RECETTES PUBLICITAIRES** | **21.069.958.035,99** |
| | Autorisation d'implantation des structures publicitaires | 1.200.000.000,00 |
| | Autorisation d'affichages publicitaires | 8.433.769.919,99 |
| | Publicité sur divers supports ( billets d'avions, pagnes textiles, imprimeries,…) | 1.825.000.000,00 |
| | Enseigne et pré enseigne | 3.900.000.000,00 |
| | Décoration véhicules publicitaires | 2.400.000.000,00 |
| | Recettes perçues à l'initiative de la Division Urbaine de Culture & Arts | 330.188.116,00 |
| | | |
| 2 | **LOYERS MOBILIERS URBAINS** | **4.500.000.000,00** |
| | Poteaux éclairage public | 3.600.000.000,00 |
| | Sauts de mouton abris bus et autres | 900.000.000,00 |
| | | |
| 3 | **AMENDES ET PENALITES PUBLICITAIRES** | **375.000.000,00** |
| | Reste à recouvrer | 225.000.000,00 |
| | Amendes et pénalités sur les supports publicitaires saisis | 60.000.000,00 |
| | Amendes et pénalités manquements aux obligations légales en matière d'affichage publicitaire | 90.000.000,00 |
| | | |
| **RECETTES TOTALES ARGPK** | | **25.944.958.035,99** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE VII : RECETTES RELATIVES AUX ASSIGNATIONS A LA REGIE DES FOURRIERES ET DE CONTROLE TECHNIQUE DE KINSHASA (RFCK)

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Taxe sur le contrôle technique des véhicules | 12.336.073.163,80 |
| 2 | Taxe sur le contrôle technique des motos | 1.200.000.000,00 |
| 3 | Taxe sur agrément des opérateurs privés de contrôle technique | 60.000.000,00 |
| 4 | Taxe sur agrément des propriétaires des véhicules des fourrières | 60.000.000,00 |
| 5 | Amendes sur mauvais stationnement | 6.000.000.000,00 |
| | | |
| RECETTES TOTALES RFCK | | 19.656.073.163,80 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE VIII : RECETTES EN CAPITAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Part de la Ville sur fonctionnement des projets d'investissements publics par la Caisse Nationale de Péréquation | 10.664.138.634,00 |
| 2 | Part de la Ville sur fonctionnement des projets d'investissements publics par le FONER | 281.295.258.061,11 |
| | | |
| TOTALES RECETTES EN CAPITAL | | 291.959.396.695,11 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE IX : RECETTES FONER

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Part de la Ville sur fonctionnement des projets d'investissements publics par le FONER | 281.295.258.061,11 |
| | | |
| RECETTES TOTALES FONER | | 281.295.258.061,11 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE X : RECETTES CAISSE NATIONALE DE PEREQUATION

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Part de la Ville sur fonctionnement des projets d'investissements publics par la Caisse Nationale de Péréquation | 10.664.138.634,00 |
| | | |
| RECETTES TOTALES | | 10.664.138.634,00 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XI : RECETTES EXCEPTIONNELLES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Dons et legs projets intérieurs | 0,00 |
| 2 | Appui du Pouvoir Central aux travaux d'assainissement de la Ville de Kinshasa | 85.500.000.000,00 |
| 3 | Appui du Pouvoir Central aux travaux d'aménagement et construction de 5 artères de la voirie urbaine | 129.604.085.091,00 |
| 4 | Appui du Pouvoir Central aux travaux d'aménagement et construction de 14 artères de la voirie urbaine | 57.043.149.622,00 |
| 5 | Emprunts | 0,00 |
| | | |
| RECETTES TOTALES | | 272.147.234.713,00 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XII : RECETTES EXTERIEURES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Dons et legs extérieurs projets (KIN ELENDA° | 100.334.250.000,00 |
| 2 | Emprunts extérieurs | 0,00 |
| | | |
| RECETTES TOTALES | | 100.334.250.000,00 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XIII : DOTATION GLOBALE RELATIVE A LA QUOTTE PART DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL ET D'INTERET COMMUN REVENANT AUX COMMUNES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Quotte part sur les Recettes à Caractère National | 50.564.859.767,70 |
| 2 | Quotte sur les recettes provinciales d'intérêt commun | 28.800.000.000,00 |
| | | |
| RECETTES TOTALES | | 79.364.859.767,70 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

# ANNEXE XIV : REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE ENTRE DIFFERENTES ENTITES TERRITORAILES DECENTRALISEES (COMMUNES)

| N° | COMMUNES | MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE A REPARTIR | REPARTION DES DEPENSES PAR CRITERE DE CAPACITE PRODUCTIVE "40%" | REPARTION DES DEPENSES PAR CRITERE DU POIDS DEMOGRAPHIQUE "35%" | REPARTION DES DEPENSES PAR CRITERE DE SUPERFICIE "25%" | TOTAL GENERAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **64 036 751 279,00** | **25 614 700 511,60** | **22 412 862 947,65** | **16 009 187 819,75** | **64 036 751 279,00** |
| | **COMMUNE 1ère CATEGORIE** | | **6 915 969 138,13** | **6 051 472 995,87** | **4 322 480 711,33** | **20 048 982 373,29** |
| 1 | COMMUNE DE LA GOMBE | | 2 305 323 046,04 | 2 017 157 665,29 | 1 440 826 903,78 | 5 763 307 615,11 |
| 2 | COMMUNE DE LIMETE | | 2 857 134 951,64 | 2 499 993 082,68 | 1 785 709 344,77 | 7 142 837 379,09 |
| 3 | COMMUNE DE NGALIEMA | | 2 857 134 951,64 | 2 499 993 082,68 | 1 785 709 344,77 | 7 142 837 379,09 |
| | | | | | | |
| | **COMMUNE 2ème CATEGORIE** | | **5 122 940 102,32** | **4 482 572 589,53** | **3 201 837 563,95** | **15 413 128 698,86** |
| 1 | COMMUNE DE KINSHASA | | 1 587 297 195,35 | 1 120 643 147,38 | 800 459 390,99 | 3 508 399 733,72 |
| 2 | COMMUNE DE BARUMBU | | 1 587 297 195,35 | 1 388 885 045,93 | 992 060 747,10 | 3 968 242 988,38 |
| 3 | COMMUNE DE KASA VUBU | | 1 587 297 195,35 | 1 388 885 045,93 | 992 060 747,10 | 3 968 242 988,38 |
| 4 | COMMUNE DE KALAMU | | 1 587 297 195,35 | 1 388 885 045,93 | 992 060 747,10 | 3 968 242 988,38 |
| | | | | | | |
| | **COMMUNE 3ème CATEGORIE** | | **9 221 292 184,18** | **8 068 630 661,15** | **5 763 307 615,11** | **28 019 537 610,71** |
| 1 | COMMUNE DE LEMBA | | 922 129 218,42 | 806 863 066,12 | 576 330 761,51 | 2 305 323 046,04 |
| 2 | COMMUNE DE MONT-NGAFULA | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 3 | COMMUNE DE MATETE | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 4 | COMMUNE DE BANDALUNGWA | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 5 | COMMUNE DE KINTAMBO | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 6 | COMMUNE DE NGIRI NGIRI | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 7 | COMMUNE DE KIMBANSEKE | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 8 | COMMUNE DE MASINA | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 9 | COMMUNE DE DJILI | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| 10 | COMMUNE DE LINGWALA | | 1 142 853 980,65 | 999 997 233,07 | 714 283 737,91 | 2 857 134 951,63 |
| | | | | | | |
| | **COMMUNE 4ème CATEGORIE** | | **4 354 499 086,97** | **3 810 186 701,10** | **2 721 561 929,36** | **12 709 779 219,24** |
| 1 | COMMUNE DE NGABA | | 622 071 298,14 | 544 312 385,87 | 340 195 241,17 | 1 506 578 925,18 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | COMMUNE DE SELEMBAO | | 770 972 923.46 | 674 601 308.03 | 421 625 817.52 | 1 867 200 049.01 |
| 3 | COMMUNE DE N'SELE | | 770 972 923.46 | 674 601 308.03 | 421 625 817.52 | 1 867 200 049.01 |
| 4 | COMMUNE DE MAKALA | | 770 972 923.46 | 674 601 308.03 | 421 625 817.52 | 1 867 200 049.01 |
| 5 | COMMUNE DE BUMBU | | 770 972 923.46 | 674 601 308.03 | 421 625 817.52 | 1 867 200 049.01 |
| 6 | COMMUNE DE KISENSO | | 770 972 923.46 | 674 601 308.03 | 421 625 817.52 | 1 867 200 049.01 |
| 7 | COMMUNE DE MALUKU | | 770 972 923.46 | 674 601 308.03 | 421 625 817.52 | 1 867 200 049.01 |
| **TOTAL GENERAL** | | | **25 614 700 511,60** | **22 412 862 947,65** | **16 009 187 819,75** | **64 036 751 279,00** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XV : SYNTHESE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| A | **DEPENSES COURANTES** | |
| | Dette en capital | 8.568.773.834,00 |
| | Frais financiers | 295.440.000,00 |
| | Dépenses du personnel | 1.186.507.749.858,70 |
| | Biens et Matériels | 16.497.388.397,36 |
| | Dépenses de prestations | 89.933.387.456,53 |
| | Transferts et interventions | 420.786.477.053,47 |
| | **TOTAL DEPENSES COURANTES** | **1.722.639.216.600,00** |
| | | |
| B | **DEPENSES EN CAPITAL** | |
| | Equipements | 360.090.460.473,01 |
| | Construction, réfection, Réhabilitation, adduction d'ouvrages, édifices et acquisition mobilières | 840.211.074.437,01 |
| | **TOTALE DEPENSES EN CAPITAL** | **1.200.301.534.910,02** |
| | | |
| | **TOTL DEPENSES BUDGET GENERAL** | **2 922 940 751 510,08** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XVI : DETTE EN CAPITAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| | Dette sociale | 2.144.265.230,00 |
| | Dette commerciale | 4.735.820.074,00 |
| | Dette financière (Banque) | 1.688.688.530,00 |
| | Dette des Entrepreneurs travaux publics | 0,00 |
| | Indemnisation et condamnations judiciaires | 0,00 |
| | | |
| | **TOTAL DETTE EN CAPITAL** | **8.568.773.834,00** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XVII : FRAIS FINANCIERS

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Dette financière intérieure | 295.440.00,00 |
| | | |
| | **TOTAL DETTE EN CAPITAL** | **295.440.00,00** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XVIII : DEPENSES DU PERSONNEL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | **DEPENSES DU PERSONNEL SUR RESSOURCES PROPRES (TRESOR URBAIN)** | **574 883 004 882,58** |
| 1.1 | **REMUNERATIONS** | **101 246 169 879,36** |
| | Personnel Politique (Gouvernement Provincial ) | 61 123 084 939,60 |
| | Personnel Administratif Ville de Kinshasa | 40 123 084 939,76 |
| | | |
| 1.2 | **DEPENSES ACCESSOIRES DE PERSONNEL** | **473 636 835 003,22** |
| | Primes et indemnités permanentes | 23 919 702 650,00 |
| | Primes et indemnités non permanentes | 20 933 835 079,00 |
| | Autres dépenses accessoires du personnel | 428 783 297 274,22 |
| | | |
| 2 | **REMUNERATIONS SERVICES TRANSFERES SUR ENVELOPPE DU POUVOIR CENTRAL** | **611 624 744 976,19** |
| 2.1 | Rémunération des services transférés (Agriculture, Développement Rural, Santé Publique et EPST) | 611 624 744 976,19 |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES DU PERSONNEL** | **1 186 507 749 858,77** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XIX : DEPENSES DES BIENS ET MATERIELS

| N° | SERVICES | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | GOUVERNEUR | 1 325 726 924,23 |
| 2 | VICE-GOUVERNEUR | 417 726 923,71 |
| 3 | MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE, ADMINISTRATION DES TERRITOIRES, JUSTICE ET AFFAIRES COUTUMIERES | 308 208 600,51 |
| 4 | MINISTERE DES FINANCES, ECONOMIE ET DU NUMERIQUE | 151 836 746,68 |
| 5 | MINISTERE DU PLAN, BUDGET, TOURISME, EMPLOI, FONCTION PUBLIQUE, URBANISME, HABITAT ET AFFAIRES FONCIERES ET MOBILITE URBAINE | 4 952 280 726,18 |
| 6 | MINISTERE DE LEDUCATION, CITOYENNETE, FORMATION PROFESSIONNELLE, GENRE ET FAMILLE | 805 589 069,80 |
| 7 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, EMBELLISSEMENT, PROPRETE PUBLIQUE ET AMENAGEMENT | 460 455 497,73 |
| 8 | MINISTERE AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE, DEVELOPPEMENT RURAL, MINES ET HYDROCARBURES | 1 000 712 652,03 |
| 9 | MINISTERE DE COMMERCE, INDUSTRIE, ENERGIE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET ARTISANAT | 740 996 427,45 |
| 10 | MINISTERE DE LA JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, CULTURE ET ARTS | 156 531 258,44 |
| 11 | MINISTERE DE LA SANTE, , HYGIENE, PREVENTION, AFFAIRES SOCIALES ET ACTIONS HUMANITAIRES | 4 001 463 670,55 |
| 12 | MINISTERE DES INFRASTRUCTURES , TRAVAUX PUBLICS, AFFAIRES FONCIERES, URBANISME ET HABITAT | 1 200 917 831,60 |
| 13 | SECRETARIAT EXECUTIF | 974 942 068,45 |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES DES BIENS ET MATERIELS** | **16 497 388 397,36** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

# ANNEXE XX : DEPENSES DES PRESTATIONS

| N° | SERVICES | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | **GOUVERNORAT** | **25 402 813 159,58** |
| | | |
| 1.1 | **Cabinet du Gouverneur** | **17 781 956 611,57** |
| | Communication et Télécommunications | 326 806 486,05 |
| | Publicité | 235 049 438,92 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 207 066 057,30 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 344 900 008,08 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 279 859 541,87 |
| | Titres de voyage à l'extérieur | 1 304 788 005,62 |
| | Location d'équipement et de matériels | 80 777 897,92 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 69 238 198,21 |
| | Entretien, décoration et réparation d'édifice | 126 936 696,72 |
| | Frais d'hébergement | 115 614 404,95 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 665 239 894,60 |
| | Frais de mission à l'extérieur | 1 903 962 456,00 |
| | Frais secrets de recherche | 11 892 006 425,37 |
| | Contrat d'études | 137 794 856,69 |
| | Autres prestations | 91 916 243,27 |
| | | |
| 1.2 | **Cabinet Vice-Gouverneur** | **7 620 856 548,01** |
| | Communication et Télécommunications | 140 059 922,59 |
| | Publicité | 100 753 473,82 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 88 742 595,99 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 147 814 289,18 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 119 939 803,66 |
| | Titres de voyage à l'extérieur | 559 194 859,55 |
| | Location d'équipement et de matériels | 34 619 099,11 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 29 673 513,52 |
| | Entretien, décoration et réparation d'édifice | 54 401 441,45 |
| | Frais d'hébergement | 49 549 030,63 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 285 102 811,97 |
| | Frais de mission à l'extérieur | 815 983 909,97 |
| | Frais secrets de recherche | 5 096 574 182,30 |
| | Contrat d'études | 59 054 938,58 |
| | Autres prestations | 39 392 675,69 |
| | | |
| 2 | **MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE, ADMINISTRATION DES TERRITOIRES, JUSTICE ET AFFAIRES COUTUMIERES** | **22 249 836 993,17** |
| | **Sécurité et maintien de l'ordre public** | **6 160 533 048,67** |
| | Frais secret de recherche | 6 160 533 048,67 |
| | Lutte contre la délinquance juvénile (Kulunas) | 4 800 000 000,00 |
| | Lutte contre le banditisme urbain | 4 800 000 000,00 |
| | Autres prestations et interventions spécifiques des services de sécurité | 6 000 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Justice** | **254 247 308,08** |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 48 009 994,66 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 26 003 331,55 |
| | Location d'équipement et de matériels | 31 203 997,87 |
| | Entretien matériels et d'équipements | 31 203 997,87 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 31 203 997,87 |
| | Entretien, décoration et réparation d'édifice | 26 605 330,49 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 60 016 657,77 |
| | | |
| | **Secteur Affaires Coutumières** | **235 056 636,42** |
| | Publicité | 22 407 995,72 |

| | | |
|---|---|---|
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 28 009 994,66 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 26 003 331,55 |
| | Location d'équipement et de matériels | 15 006 663,11 |
| | Entretien matériels et d'équipements | 16 203 997,87 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 16 203 997,87 |
| | Entretien, décoration et réparation d'édifice | 31 203 997,87 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 80 016 657,77 |
| | | |
| **3.** | **MINISTERE DES FINANCES, ECONOMIE ET DU NUMERIQUE** | **4 638 068 819,38** |
| | **Secteur de l'Economie** | **531 238 899,29** |
| | Publicité | 33 174 954,99 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 121 641 501,62 |
| | Titre de voyage à l'intérieur | 25 291 591,65 |
| | Entretien matériels et d'équipements | 71 879 069,14 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 110 583 183,29 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 66 112 342,46 |
| | Location d'équipements et matériels | 44 233 273,32 |
| | Autres prestations | 58 322 982,82 |
| | **Secteur des Finances** | **3 700 153 085,11** |
| | Publicité | 7 799 950,29 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 276 349 455,73 |
| | Imprimés des valeurs | 472 002 425,73 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 8 452 556,37 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 15 652 882,17 |
| | Entretien de matériel et d'équipement | 8 609 085,19 |
| | Location d'équipement et de matériels | 7 043 796,98 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 89 570 175,18 |
| | Frais secrets de recherche | 1 800 000 000,00 |
| | Assurances | 155 567 731,70 |
| | Contrats d'études | 23 479 323,25 |
| | Commissions bancaires | 779 995 028,69 |
| | Autres prestations | 55 630 673,83 |
| | | |
| | **Secteur du Numérique** | **406 676 834,98** |
| | Publicité | 76 349 455,73 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 42 002 425,73 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 15 652 882,17 |
| | Titre de voyage à l'intérieur | 3 609 085,19 |
| | Entretien matériels et d'équipements | 7 043 796,98 |
| | Location d'équipements et des matières | 49 570 175,18 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 132 453 985,31 |
| | Contrat d'études | 79 995 028,69 |
| | | |
| **4** | **MINISTERE DU PLAN, BUDGET, EMPLOI, TOURISME, EMPLOI ET MOBILITE URBAINE** | **9 514 829 137,85** |
| | **Secteur Budget** | **7 330 103 864,40** |
| | Communications et télécommunications | 24 179 103,40 |
| | Publicité | 8 208 954,00 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 374 346 755,59 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 164 412 480,77 |
| | Location immobilière | 2 099 654 792,94 |
| | Location d'équipement et Matériel | 11 664 748,85 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 73 317 990,78 |
| | Prestations Intellectuelles, et Formation | 67 764 992,32 |
| | Contrats d'études | 38 882 496,14 |
| | Autres Prestations | 1 294 253 489,12 |
| | Eau | 274 346 755,59 |
| | Electricité | 240 000 000,00 |
| | Frais secrets de recherche | 2 400 000 000,00 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 28 789 388,10 |

| | | |
|---|---|---|
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 28 789 388,10 |
| | Frais d'Hébergement | 201 492 528,70 |
| | | |
| | **Secteur Plan** | **167 594 105,54** |
| | Communications et télécommunications | 6 089 551,72 |
| | Publicité | 6 179 103,44 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 9 394 694,05 |
| | Location d'équipement et de matériels | 15 515 755,24 |
| | Entretien de matériel et de l'équipement | 8 152 571,67 |
| | Réparation de matériels et de l'équipement | 8 152 571,67 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 24 305 143,37 |
| | Prestations intellectuelles d'organismes de formation et divers | 18 179 103,44 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 31 046 834,74 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 6 273 632,86 |
| | Contrats d'études | 23 273 632,86 |
| | Autres Prestations | 11 031 510,48 |
| | | |
| | **Secteur Transports** | **939 717 085,06** |
| | Communications et télécommunications | 3 600 000,00 |
| | Publicité | 2 800 000,00 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 2 217 910,00 |
| | Location d'équipement et de matériels | 26 268 655,17 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 6 059 701,15 |
| | Hébergement | 30 000 000,00 |
| | Location d'équipements et matériels | 2 417 910,34 |
| | Entretien des matériels et équipements | 2 256 716,32 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 2 680 895,40 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 8 119 402,30 |
| | Prestation d'organisme et formations divers | 3 253 731,03 |
| | Contrats d'études | 841 501 795,30 |
| | Autres prestations | 8 540 368,05 |
| | | |
| | **Secteur Tourisme** | **137 696 997,79** |
| | Communications et télécommunications | 6 059 701,15 |
| | Publicité | 1 223 880,46 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 2 400 000,00 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 26 268 665,17 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 8 059 701,15 |
| | Hébergement | 60 597 011,48 |
| | Location d'équipement et de matériels | 2 100 910,34 |
| | Entretien de matériel et de l'équipement | 2 256 716,32 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 2 400 000,00 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 9 119 402,30 |
| | Prestations intellectuelles, d'organisme des formations et divers | 6 252 731,03 |
| | Contrats d'études | 2 417 910,34 |
| | Autres prestations | 8 540 368,05 |
| | | |
| | **Secteur Emploi** | **939 717 085,06** |
| | Communications et télécommunications | 3 600 000,00 |
| | Publicité | 2 800 000,00 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 2 217 910,00 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 26 268 655,17 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 6 059 701,15 |
| | Hébergement | 30 000 000,00 |
| | Location d'équipement et de matériels | 2 417 910,34 |
| | Entretien de matériel et de l'équipement | 2 256 716,32 |
| | Réparation de matériel et de l'équipement | 2 680 895,40 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 8 119 402,30 |

| | | |
|---|---|---|
| | Prestations intellectuelles, d'organisme des formations et divers | 3 253 731,03 |
| | Contrats d'études | 841 501 795,30 |
| | Autres prestations | 8 540 368,05 |
| 5 | **MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, HYGIENE, PREVENTION, AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES, PERSONNES VULNERABLES, COMMUNICATION ET PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT** | **4 583 829 836,89** |
| | Secteur Santé | 1 276 607 328,41 |
| | Secteur hygiène | 2 315 055 749,55 |
| | Secteur Prévention | 992 166 758,93 |
| | | |
| 6 | **MINISTERE DE L'EDUCATION, CITOYENNETE, FORMATION PROFESSIONNELLE, GENRE ET FAMILLE** | **1 565 386 435,15** |
| | Secteur EPSP | 693 215 139,09 |
| | Secteur Formation Professionnelle | 447 379 317,97 |
| | Secteur Genre et Famille | 424 791 978,09 |
| | | |
| 7 | **MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, TRAVAUX PUBLICS, URBANISME, HABITAT ET AFFAIRES FONCIERES** | **2 215 632 962,76** |
| | Secteur Travaux Publics | 1 604 190 120,30 |
| | Secteur Urbanisme | 167 455 305,11 |
| | Secteur Habitat | 250 496 426,24 |
| | Secteur Affaires Foncières | 193 491 111,11 |
| | | |
| 8 | **MINISTERE AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE, DEVELOPPEMENT RURAL, MINES ET HYDROCARBURES** | **1 361 040 781,24** |
| | Secteur Agriculture | 230 459 082,33 |
| | Secteur Pêche et Elevage | 228 554 498,05 |
| | Secteur Développement Rural | 327 704 940,38 |
| | Secteur Mines | 268 548 478,28 |
| | Secteur Hydrocarbures | 305 773 782,20 |
| | | |
| 9 | **MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, PROPRETE PUBLIQUE, EMBELLISSEMENT DE LA VILLE ET AMENAGEMENT** | **8 361 054 137,67** |
| | **Secteur Environnement** | **7 212 778 974,78** |
| | Publicité | 240 807 196,40 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 125 026 355,22 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 186 199 668,64 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 68 161 438,65 |
| | Frais d'hébergement | 120 945 635,10 |
| | Location d'équipement et de matériels | 240 000 000,00 |
| | Soins de protection de l'environnement (Restauration des sites et paysages pollués ou dégradés) | 3 600 000 000,00 |
| | Entretien, décoration et réparation d'édifices | 216 302 855,65 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 789 350 934,90 |
| | Prestations intellectuelles, d'organisme des formations et divers | 720 000 000,00 |
| | Contrat d'études | 480 000 000,00 |
| | Autres prestations | 425 984 890,22 |
| | Sensibilisation et vulgarisation des actions sur la protection de l'environnement et propreté publique | 0,00 |
| | | |
| | **Secteur Aménagement** | **1 148 275 162,89** |
| | Publicité | 36 000 000,00 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 24 000 000,00 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 0,00 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 0,00 |
| | Location d'équipement et de matériels | 0,00 |
| | Frais d'hébergement | 48 000 000,00 |

| | | |
|---|---|---|
| | Frais de mission à l'intérieur | 662 152 606,77 |
| | Prestations intellectuelles, d'organisme des formations et divers | 60 000 000,00 |
| | Contrat d'études | 194 122 556,12 |
| | Autres prestations | 124 000 000,00 |
| | | |
| 10 | **MINISTERE DE COMMERCE, INDUSTRIE, ENERGIE, PARTENARIAT PUBLIC -PRIVE, ENTREPRENEURIAT, PME** | **1 401 754 452,58** |
| | Secteur Commerce | 94 920 525,39 |
| | Secteur Industrie | 62 908 729,09 |
| | Secteur Energie | 477 076 416,89 |
| | Secteur Partenariat Public Privé | 471 803 533,79 |
| | Secteur PMEA | 295 045 247,42 |
| | | |
| 11 | **MINISTERE DE LA JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, CULTURE & ARTS** | **1 368 096 215,30** |
| | Secteur Jeunesse | 442 354 147,00 |
| | Secteur Sports et Loisirs | 454 071 048,36 |
| | Secteur Culture et Arts | 471 671 019,94 |
| | | |
| 12 | **SECRETARIAT EXECUTIF** | **905 007 081,12** |
| | Publicité | 34 353 289,80 |
| | Impression, reproduction, reliure et conservation | 164 895 791,05 |
| | Location et affrètement de moyens de transport | 21 344 844,06 |
| | Titres de voyage à l'intérieur | 55 423 307,55 |
| | Location d'équipement et de matériels | 14 886 425,58 |
| | Frais de mission à l'intérieur | 283 942 027,77 |
| | Prestations intellectuelles, d'organisme des formations et divers | 288 937 447,55 |
| | Autres prestations | 41 223 947,76 |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES DE PRESTATION** | **89 983 387 456,53** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

# ANNEXE XXI : DEPENSES DES TRANSFERTS ET INTERVENTIONS

| N° | SEERVICES | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | **GOUVERNORAT** | **12 627 632 634,45** |
| | **GOUVERNEUR** | **8 839 342 844,12** |
| | **INTERVENTIONS DE LA VILLE** | **3 884 452 594,71** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 3 884 452 594,71 |
| | **TRANSFERTS ET INTERVENTION** | **4 954 890 249,41** |
| | Aides et secours | 3 303 260 166,27 |
| | Contributions diverses | 1 651 630 083,14 |
| | | |
| | **VICE-GOUVERNEUR** | **3 788 289 790,33** |
| | **INTERVENTIONS DE LA VILLE** | **1 664 765 397,73** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 1 664 765 397,73 |
| | **TRANSFERTS ET INTERVENTION** | **2 123 524 392,60** |
| | Aides et secours | 1 415 682 928,40 |
| | Contributions diverses | 707 841 464,20 |
| | | |
| 2 | **MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE, ADMINISTRATION DES TERRITOIRES, JUSTE ET AFFAIRES COUTUMIERES** | **16 566 280 304,32** |
| | **Secteur Intérieur et Sécurité** | **16 200 000 000,00** |
| | **Cabinet du Ministre** | **4 800 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'Intervention (marches politiques et autres manifestations publiques) | 2 400 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention (rencontres sportives, manifestations culturelles, autres) | 2 400 000 000,00 |
| | | |
| | **Protection civile** | **2 400 000 000,00** |
| | Intervention pour catastrophe naturelles, calamités et accidents majeurs | 2 400 000 000,00 |
| | | |
| | **Corps des sapeurs-pompiers** | **360 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 360 000 000,00 |
| | | |
| | **Sécurité et maintien de l'ordre public** | **8 640 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'Intervention (PNC) | 3 600 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention (ANR) | 1 200 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention (DGM) | 600 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention (DGM)<br>Fonds Spécial d'Intervention en faveur des autorités communales pour le renforcement de la sécurité locale | 2 880 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention arbitrage conflits coutumiers | 360 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Justice** | **366 280 304,32** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 366 280 304,32 |
| | | |
| 3 | **MINISTERE DES FINANCES, ECONOMIE ET NUMERIQUE** | **191 461 289 453,30** |
| | Transfert aux entités territoriales décentralisées | 55 564 859 767,70 |
| | Rétrocession aux régies financières & services d'assiettes | 78 255 483 004,00 |
| | Commission de suivi des Recettes | 1 200 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention en faveur de la DGRK, ARGPK et RFCK | 9 583 514 860,97 |

| | | |
|---|---|---|
| | Commission de reddition des comptes | 2 400 000 000,00 |
| | Cellule de gestion et suivi de la dette publique urbaine | 317 086 820,63 |
| | Direction Provinciale du Trésor et Ordonnance Ville de Kinshasa | 2 400 000 000,00 |
| | Comité technique des réformes fiscales de la Ville de Kinshasa | 3 800 000 000,00 |
| | Agence Provinciale Pour le Développement du Numérique de Kinshasa | 7 940 345 000,00 |
| | Dotation Assemblée Provinciale de Kinshasa | 30 000 000 000,00 |
| | | |
| 4 | **MINISTER DU PLAN, BUDGET, EMPLOI, TOURISME, TRANSPORTS ET MOBILITE URBAINE** | **19 339 044 551,15** |
| | **Secteur du Budget** | **11 781 044 551,15** |
| | Commission budgétaire | 3 600 000 000,00 |
| | Cellule de gestion et suivi des investissements publics de la Ville | 1 200 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'intervention | 2 400 000 000,00 |
| | Frais médicaux et pharmaceutiques | 2 812 584 854,00 |
| | Frais funéraires | 1 768 459 697,15 |
| | | |
| | **Secteur du Plan** | 120 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'intervention | 120 000 000,00 |
| | **Secteur du Tourisme** | 600 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'intervention | 600 000 000,00 |
| | **Secteur Transports** | **360 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 360 000 000,00 |
| | **Secteur de l'Emploi et Travail** | **478 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 478 000 000,00 |
| | **Secteur Fonction Publique** | **6 000 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 6 000 000 000,00 |
| | | |
| 5 | **MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, PROPRETE PUBLIQUE, EMBELISSEMENT DE LA VILLE ET AMENAGEMNT** | **135 624 392 032,75** |
| | **Fonds Spécial d'Intervention** | **117 224 392 032,75** |
| | Intervention Spécial du Gouvernement Provincial pour l'assainissement de la Vile | 60 000 000 000,00 |
| | Fonds Spécial d'Intervention pour les travaux de démolition des constructions anarchiques | 4 800 000 000,00 |
| | Brigade Spéciale pour la Protection de l'Environnement du Bien Etre Social de la Ville de Kinshasa | 3 400 000 000,00 |
| | Régie de Gestion des Déchets de Kinshasa (REGEDEK) | 2 800 000 000,00 |
| | Intervention de la Ville pour l'assainissement des 24 Communes | 46 224 392 032,75 |
| | | |
| | **Subventions aux Budgets Annexes** | **18 400 000 000,00** |
| | RASIKN (achat carburant et lubrifiants) | 14 800 000 000,00 |
| | FONAK (Rémunérations et Frais de fonctionnement) | 3 600 000 000,00 |
| | | |
| 6 | **MINISTERE DE L'EDUCATION, CITOYENNETE, FORMATION PROFESSIONNELLE, GENRE ET FAMILLE** | **823 903 508,93** |
| | **Secteur EPSP** | **458 043 864,04** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 458 043 864,04 |
| | **Formation Professionnelle** | **180 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 180 000 000,00 |
| | **Formation Genre et Famille** | **185 859 644,89** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 185 859 644,89 |
| | | |

| | | |
|---|---|---|
| 7 | **MINISTERE DE L'AGRICULTURE, PECHE ET ELEVAGE, DEVELOPPEMENT RUARL, MINES ET HYDROCARBURES** | **1 500 000 000,00** |
| | **Fonds Spécial d'Intervention :** | **900 000 000,00** |
| | **Secteur Agriculture** | **240 000 000,00** |
| | Appui aux maraichers | 240 000 000,00 |
| | **Secteur Pèche et Elevage** | **240 000 000,00** |
| | Appui aux associations des pêcheurs de la Ville | 240 000 000,00 |
| | **Secteur Développement Rural** | **180 000 000,00** |
| | Appui aux organisations paysannes | 180 000 000,00 |
| | **Secteur Mines** | **120 000 000,00** |
| | Appui aux activités d'aménagement de protection des carrières publiques de la Ville de Kinshasa | 120 000 000,00 |
| | **Secteur Hydrocarbures** | **120 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 120 000 000,00 |
| | | |
| | **Subventions aux Budgets annexes** | 600 000 000,00 |
| | Abattoir public de Masina | 600 000 000,00 |
| | | |
| 8 | **MINISTERE DE LA JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS, CULTURE ET ARTS** | **900 000 000,00** |
| | **Secteur Jeunesse** | **100 000 000,00** |
| | Fonds spécial d'intervention | 0,00 |
| | Encadrement mouvements et associations des jeunes | 100 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Sports et Loisirs** | **3100 000 000,00** |
| | Intervention de la Ville aux différents championnats provinciaux | 210 000 000,00 |
| | Frais de fonctionnement et de maintenance du Stade Cardinal Malula | 100 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Culture & Arts** | **490 000 000,00** |
| | Intervention culturelle de la Ville en faveur des artistes de toutes catégories | 430 000 000,00 |
| | Frais de fonctionnement de la Maison du Savoir | 60 000 000,00 |
| | | |
| 9 | **MINISTERE DE COMMERCE, INDUSTRIE, PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE, ENERGIE, PETITES MOYENNES ENTREPRISES ET ARTISANAT** | **4 542 987 707,82** |
| | **Secteur du Commerce** | **313 271 922,95** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 313 271 922,95 |
| | **Secteur Partenariat Public-Privé** | **421 168 414,07** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 421 168 414,07 |
| | **Secteur Partenariat des PMEA** | **268 547 370,80** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 268 547 370,80 |
| | **Secteur Industrie** | **120 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'Intervention | 120 000 000,00 |
| | **Secteur Energie** | |
| | **Fonds Spécial d'Intervention :** | **1 020 000 000,00** |
| | Intervention de la Ville pour la réparation du réseau d'adduction de la REGIDESO | 420 000 000,00 |
| | Intervention de la Ville pour la réparation des équipements de la SNEL | 600 000 000,00 |
| | | |
| | **Subventions aux Budgets annexes** | **2 400 000 000,00** |

| | | |
|---|---|---|
| | Régie d'éclairage public de Kinshasa (REPK) | 2 400 000 000,00 |
| | | |
| 10 | **MINISTRE DE LA SANTE, HYGIENE, PREVOYANCE, AFFAIRES SOCIALES ET ACTIONS HUMANITAIRES** | **4 924 499 493,92** |
| | **Secteur Hygiène** | **2 179 323 000,00** |
| | Interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles | 2 179 323 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Prévention** | **1 768 528 945,92** |
| | Interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles | 1 768 528 945,92 |
| | | |
| | **Secteur Santé** | **976 647 548,00** |
| | Interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles | 976 647 548,00 |
| | | |
| 11 | **MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, TRAVAUX PUBLICS, URBANISME, HABITAT ET AFFAIRES FONCIERES** | **32 358 000 000,00** |
| | | |
| | **Secteur Travaux Publics** | **29 802 000 000,00** |
| | Subventions | 0,00 |
| | Fonds Spécial d'intervention (OVD Ville de Kinshasa) | 360 000 000,00 |
| | Curage des caniveaux, rivières et autres actions de lutte contre les inondations | 29 442 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Urbanisme** | **6 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 6 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Habitat** | **60 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 60 000 000,00 |
| | | |
| | **Secteur Affaires Foncières** | **90 000 000,00** |
| | Fonds Spécial d'intervention | 90 000 000,00 |
| | | |
| | **Subventions aux Budgets Annexes** | **2 400 000 000,00** |
| | Régie Immobilière de Kinshasa | 2 400 000 000,00 |
| | | |
| 12 | **SECRETARIAT EXECUTIF** | **118 447 366,83** |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES TRANSFERTS ET INTERVENTIONS** | **420 786 477 053,47** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXII : DEPENSES EN CAPITAL

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | EQUIPEMENTS | 360 090 460 473,01 |
| 2 | CONSTRUCTION, REHABILITATION, REFECTION, ADDUCTION D'OUVRAGES, EDIFICES ET ACQUSITION IMMOBILIERE | 840 211 074 473,01 |
| | **TOTAL DEPENSES EN CAPITAL** | **1.200.301.534.910,02** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXIII : DEPENSES D'EQUIPEMENTS

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | Dépenses d'équipement propres à la Ville de Kinshasa | 360 090 460 473,01 |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES EQUIPEMENTS** | **360 090 460 473,01** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXIV : DEPENSES DE CONSTRUCTION, REFECTION ET REHABILITATION

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| | Dépenses d'investissements prévues et gérées au niveau national sur recettes à caractère national revenant à la Ville de Kinshasa | 256 904 486 053,59 |
| | Dépenses d'investissements de la Ville sur ressources FONER | 142 715 246 400,00 |
| | Dépenses d'investissements de la Ville sur ressources de la Caisse Nationale de Péréquation | 15 187 903 633,08 |
| | Dépenses d'investissements de la Ville au titre de la subvention accordée au Trésor Urbain pour l'assainissement de la Ville | 70 965 000 000,00 |
| | Dépenses d'investissements de la Ville sur ressources propres du Trésor Urbain | 289 927 779 011,20 |
| | Dépenses d'investissement publics prévus et gérés au niveau du Gouvernement provincial pour le compte des ETD sur la quote-part de leurs recettes à caractère national | 25 288 886 983,22 |
| | Crédits d'investissements rétrocédés à la Ville de Kinshasa | 37 933 330 475,33 |
| | Dépenses d'investissement sur ressources extérieures | 9 266 682 408,00 |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES CONSTRUCTION, REHABILITATION ET REFECTION** | **840 273 591 087,07** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXV : FONDS SPECIAL D'INTERVENTION DE LA VILLE POUR LUTTE CONTRE L'INSECURITE, L'INSALUBRITE ET LES INNONDATIONS

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| | Sécurité et Lutte contre banditisme urbain | 43.200.533.048,67 |
| | Protection civile et lutte contre les inondations | 29.442.000.000,00 |
| | Assainissement, embellissement de la Ville et lutte anti érosive | 117.224.393.039,75 |
| | | |
| | **TOTAL FONDS SPECIAL** | **189.866.926.088,42** |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXVI : SYNTHESE BUDGETS ANNEXES

| N° | LIBELLE | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| | **RECETTES BUDGETS ANNEXES** | **288 106 864 944,22** |
| | | |
| | **DEPENSES BUDGETS ANNEXES** | **288 106 864 944,22** |
| | Dépenses Courantes | 244 890 835 203,10 |
| | Dépenses en Capital | 43 216 029 741,12 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXVII : DOTATION ASSEMBLEE PROVINCIALE DE KINSHASA

| N° | DOTATION | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| | DOTATION ASSEMBLEE PROVINCIALE DE KINSHASA SUR RESSOURCES DU TRESOR URBAIN | 30 000 000 000,00 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**

## ANNEXE XXVIII : ASSIGNATIONS PAR DIRECTIONS OPERATIONNELLES ET SERVICES DE LA DGRK

| N° | SERVICES | BUDGET 2026 EN CDF |
|---|---|---|
| 1 | DIRECTION DES IMPOTS (DIM) | 395 215 618 041,00 |
| 2 | DIRECTION DE RECOUVREMENT (DRE) | 26 693 049 640,20 |
| 3 | DIRECTION DES RECETTES DE BARUMBU (DRB) | 8 136 318 407,04 |
| 4 | DIRECTION DES RECETTES DE GOMBE (DRG) | 57 342 829 304,94 |
| 5 | DIRECTION DES RECETTES DE KASA-VUBU (DKV) | 7 016 686 393,40 |
| 6 | DIRECTION DES RECETTES DE NGALIEMA –NORD (DRN-N) | 16 484 618 610,13 |
| 7 | DIRECTION DES RECETTES DE NGALIEMA-SUD (DRN-S) | 7 451 354 275,31 |
| 8 | DIRECTION DES RECETTES DE LIMETE (DRL) | 25 791 180 699,03 |
| 9 | DIRECTION DES CENTRES DE SUIVI DES RECETTTES FUNA (DSF ) | 10 547 705 596,63 |
| 10 | DIRECTION DES CENTRES DE SUIVI DES RECETTES LUKUNGA (DSL) | 9 378 417 393,62 |
| 11 | DIRECTION DES CENTRES DE SUIVI DES RECETTES LUKUNGA MONT-AMBA (DSM) | 8 882 420 241,39 |
| 12 | DIRECTION DES CENTRES DE SUIVI DES RECETTES LUKUNGA TSHANGU (DST) | 7 917 924 441,23 |
| 13 | DIRECTION D'ORDONNANCEMENT DES RECETTS (D0R) | 616 941 765 515,13 |
| 14 | IMPOTS SUR LES VEHICULES | 18 373 878 674,78 |
| 15 | TAXE SPECIALE SUR LA CIRCULATION ROUTIERE (TSCR) | 15 512 317 107,37 |
| 16 | PLAQUES MINJERALOGIQUES SUR MOTOS | 1 078 986 775,76 |
| TOTAL ASSIGNATIONS | | 1 232 765 071 116,96 |

Vu pour être annexé à l'Edit n°002 du 31 décembre 2025 portant budget de la Ville de Kinshasa, pour l'exercice 2026.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2025

**BUMBA LUBAKI Daniel**